

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 249

5 février 2009

### SOMMAIRE

Amodo .....	11947	Immo Coplaning S.à r.l. ....	11949
Berlage Finance .....	11948	International Business Relation, société à responsabilité limitée .....	11947
Brooklyn Bridge Company S.A. ....	11908	it conCept S. à r.l. ....	11949
Clybouw et associés, Audit de banques et d'entreprises S.à r.l. ....	11947	JS I.P. Holding Co. ....	11950
CMSA S.A. ....	11946	Karmi Invest S.A. ....	11949
COMELEC, Compagnie de Conception et d'Electricité Générale SARL .....	11951	Key Participations S.A. ....	11945
Compagnie Financière et Foncière S.A. .....	11945	Linedata Services Luxembourg SA .....	11952
Compagnie Financière Française S.A. ....	11908	Luxbat .....	11946
Coplaning S.à r.l. ....	11949	Luxnews S.à r.l. ....	11951
Dexia Life Bonds .....	11918	LWV, Lux-Werbevertrieb S.A. ....	11950
Drack Holding S.A. ....	11952	Magasin et Entreprise Poullig Sàrl .....	11952
Europartex S.A. ....	11951	novaTec s.à r.l. ....	11950
Europartners Ventures S.A. ....	11951	Obermark .....	11943
Finbelux S.A. ....	11906	Obermark S.à r.l. ....	11943
Flitox .....	11908	Obermark (SCA) SICAR .....	11918
Foncière Medicis S.A. ....	11907	Obermark Value .....	11909
FRANKFURT-TRUST Invest Luxembourg AG .....	11943	Poudrerie de Luxembourg .....	11946
Global Funds Management S.A. ....	11945	Sienna S.A. ....	11907
Grand Cru .....	11918	Silverburn Real Estate S.A. ....	11950
GSCP VI Lux Holdings S.à r.l. ....	11949	Supermarket DPS Sàrl .....	11952
GS Lux Debt Holdings S.à r.l. ....	11949	THREON Luxembourg Sàrl .....	11948
HFB Investissements S.A. ....	11907	Topeinture S.à r.l. ....	11945
ID et Pains S.à r.l. ....	11947	Unlimited Company S.A. ....	11948
		Wedi S.A. ....	11946
		Xtra Pub Sa .....	11948

**Finbelux S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 77.948.

La première Assemblée Générale Extraordinaire convoquée pour le 27 janvier 2009 à 11.00 heures n'ayant pu délibérer sur le point de l'ordre du jour faute de quorum de présence,

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra le lundi 16 mars 2009 à 11.30 heures au siège social avec pour

*Ordre du jour:*

1. Modification de l'article 4 des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:  
«La Société a pour objet exclusif, à l'exclusion de toute activité commerciale, l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'une part d'instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière et d'autre part d'espèces et d'avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte.  
Par instrument financier au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière il convient d'entendre (a) toutes les valeurs mobilières et autres titres, y compris notamment les actions et les autres titres assimilables à des actions, les parts de sociétés et d'organismes de placement collectif, les obligations et les autres titres de créance, les certificats de dépôt, bons de caisse et les effets de commerce, (b) les titres conférant le droit d'acquérir des actions, obligations ou autres titres par voie de souscription, d'achat ou d'échange, (c) les instruments financiers à terme et les titres donnant lieu à un règlement en espèces (à l'exclusion des instruments de paiement), y compris les instruments du marché monétaire, (d) tous autres titres représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières, (e) tous les instruments relatifs à des sous-jacents financiers, à des indices, à des matières premières, à des matières précieuses, à des denrées, métaux ou marchandises, à d'autres biens ou risques, (f) les créances relatives aux différents éléments énumérés sub a) à e) ou les droits sur ou relatifs à ces différents éléments, que ces instruments financiers soient matérialisés ou dématérialisés, transmissibles par inscription en compte ou tradition, au porteur ou nominatifs, endossables ou non endossables et quelque soit le droit qui leur est applicable. D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures de surveillance et de contrôle et effectuer toute opération ou transaction qu'elle considère nécessaire ou utile pour l'accomplissement et le développement de son objet social de la manière la plus large, à condition que la Société ne s'immisce pas dans la gestion des participations qu'elle détient, tout en restant dans les limites de la Loi du 11 mai 2007 relative aux sociétés de gestion de patrimoine familial.»
2. Changement de la dénomination de la société en «FINBELUX S.A., SPF».
3. Réduction du capital social de la Société pour le ramener de son montant actuel de deux millions trois cent mille euros (2.300.000,00) euros à huit cent quarante mille (840.000,00) euros par remboursement de un million quatre cent soixante mille (1.460.000,00) euros aux actionnaires
4. Modifications de l'article 5 des statuts de la Société par ajout du paragraphe suivant:  
«Il est expressément prévu que la titularité de chaque action représentative du capital social souscrit pourra être exercée soit en pleine propriété, soit en usufruit par actionnaire dénommé «usufruitier» et en nue-propriété par un autre actionnaire dénommé «nu-proprétaire».  
Les droits attachés à la qualité d'usufruitier et conférés par chaque action sont déterminés ainsi qu'il suit :
  - droits sociaux dans leur ensemble,
  - droits de vote aux assemblées générales ordinaires et extraordinaires,
  - droit aux dividendes,
  - droit préférentiel de souscription des actions nouvelles en cas d'augmentation de capital. Les droits attachés à la qualité de nu-proprétaire et conférés par chaque action sont ceux qui sont déterminés par le droit commun et en particulier le droit au produit de la liquidation de la société.La titularité de l'usufruit ou de la nue-propriété des actions sera matérialisée et établie de la façon suivante:
  - Si les actions sont nominatives, par inscription dans le registre des actionnaires:
  - en regard du nom de l'usufruitier de la mention usufruit,
  - en regard du nom du nu-proprétaire de la mention nue-propriété,
  - Si les actions sont au porteur:
    - par le manteau des actions à attribuer au nu-proprétaire,
    - par les coupons des actions à attribuer à l'usufruitier.»
5. Modification subséquente de l'article 5 des statuts de la Société.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

*Le Conseil d'Administration.*

**Sienna S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.  
R.C.S. Luxembourg B 45.322.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à  
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE  
qui se tiendra le jeudi 26 février 2009 à 10.00 heures au siège social avec pour

*Ordre du jour:*

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2007 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Décision à prendre quant à la poursuite de l'activité de la Société,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2009013515/755/20.

---

**HFB Investissements S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 84.740.

Messrs Shareholders are hereby convened to attend the  
EXTRAORDINARY GENERAL MEETING  
which will be held on *February 23, 2009* at 11.00 a.m. at the registered office, with the following agenda:

*Agenda:*

1. Ratification of the tacit renewal of the mandates of Directors and Statutory Auditor
2. Management report of the Board of Directors and report of the Statutory Auditor
3. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at December 31, 2006 and 2007
4. Discharge of the Directors and Statutory Auditor
5. Statutory Appointments
6. Miscellaneous.

*The Board of Directors.*

Référence de publication: 2009014376/795/17.

---

**Foncière Medicis S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 106.779.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à  
l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE  
qui se tiendra le 23 février 2009 à 10:30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2008
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2009014379/795/15.

---

**Brooklyn Bridge Company S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 38.667.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

## l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 23 février 2009 à 15:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2007
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Nominations statutaires
5. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
6. Divers

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2009014378/795/18.

**Flitox, Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 110.352.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

## l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 25 février 2009 à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes;
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2007;
3. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales;
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
5. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2009014377/534/16.

**Compagnie Financière Française S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 45.245.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

## l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social, 3, rue de la Chapelle L-1325 Luxembourg, le 13 février 2009 à 10.00 heures avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes;
2. Approbation des bilan, compte de profits et pertes et affectation des résultats au 31 décembre 2007;
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
4. Question de la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. Divers.

*Le conseil d'administration.*

Référence de publication: 2009007558/317/18.

**Obermark Value, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1720 Luxembourg, 2, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 144.220.

—  
STATUTES

In the year two thousand nine, on the ninth of January.

Before the undersigned Maître Martine SCHAEFFER, notary, residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

Obermark (SCA) SICAR, a Luxembourg corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) organised as an investment company in risk capital (société d'investissement en capital à risque - SICAR) pursuant to the law of 15 June 2004 relating to the SICAR (the SICAR Law), with registered office at 2, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxembourg, whose registration process with the Luxembourg register of commerce and companies is pending, represented by its managing general partner, Obermark, a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) with registered office at 6, rue Dicks, L-1417 Luxembourg, registered with the Luxembourg register of commerce and companies under the number B 134.998, here duly represented by M<sup>e</sup> Christian Steinmetz, attorney-at-law, with professional address in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal in Luxembourg, on December 17th, 2008.

The proxy, after being initialled "ne varietur" by the proxy holder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed together with the latter with the registration authorities.

The appearing party has requested the undersigned notary to state as follows the articles of association (the Articles) of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated as follows:

**I. Name - registered office - object - duration**

**Art. 1. Name.** There is hereby established by Obermark (SCA) SICAR, as the sole founding member, and all those who may become owners of the shares hereafter issued, a company in the form of a société à responsabilité limitée, under the name of "Obermark Value" (the Company), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated 10 August, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), as well as by the present Articles.

**Art. 2. Registered office**

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the single manager, or as the case may be, by the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of members adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the single manager, or as the case may be, by the board of managers of the Company. Where the single manager, or as the case may be, the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

**Art. 3. Object**

3.1. The object of the Company is the acquisition of participations in any companies, partnerships or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. It may participate in the creation, development, management and control of any company, partnership or enterprise.

3.2. The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds, including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities, to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company, partnership or enterprise. It may also give guarantees and grant securities in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company, partnership or enterprise. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets.

3.3. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial or financial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly favour or relate to its object.

#### **Art. 4. Duration**

4.1. The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the members.

### **II. Capital - shares**

#### **Art. 5. Capital**

5.1. The Company's corporate capital is fixed at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) divided into one hundred (100) shares in registered form with a par value of one hundred and twenty five Euro (EUR 125) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the general meeting of members, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

#### **Art. 6. Shares**

6.1. Each share entitles its holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.2. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3. If the Company has more than one member, any transfer of shares is subject to the prior approval of the board of managers. The approval shall be granted in case of a transfer to an existing member or to the Company. The transfer of shares to any third party requires the approval of the general meeting of members representing at least three quarters of the share capital of the Company. A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the civil code. For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

6.4. A members' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each member who so requests.

6.5. The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Law.

### **III. Management - representation**

#### **Art. 7. Board of managers**

7.1. The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the general meeting of members which sets the term of their office. The manager(s) do not need to be member(s). If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers which shall be composed of at least one (1) A manager and one (1) B manager. The board of managers may appoint a chairman among the board members.

7.2. At no time more than half of the board members shall be tax residents of Switzerland. Further, tax residents of Switzerland shall not be appointed as B managers. If this clause 7.2 is violated due to any board member becoming a tax resident of Switzerland during his or her tenure, he or she shall immediately resign from the board of managers.

7.3. The managers may be dismissed at will.

#### **Art. 8. Powers of the board of managers**

8.1. All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of members fall within the competence of the single manager or, if the Company is managed by more than one manager, the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2. Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, either members or not, by the single manager, or if there is more than one manager, by at least one (1) A manager and one (1) B manager of the Company.

#### **Art. 9. Procedure**

9.1. The board of managers shall meet as often as the Company's interests so require or upon call of the chairman or any two managers at the place indicated in the convening notice. The board of managers shall in no event meet less frequently than once in every quarter. The chairman will preside at all meetings of the board of managers. In his absence, the board of managers will appoint another person as chairman pro tempore by vote of the majority in number present in person or by proxy at such meeting.

9.2. Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least three (3) days in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3. No such convening notice is required if all the board members are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by each board member in writing, whether in original, by telex, facsimile or e-mail.

9.4. Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager as his proxy. The proxy shall be given in writing, whether in original, by telex, facsimile or e-mail.

9.5. The board of managers can validly deliberate and act only if at least the majority of the managers, including at least one (1) A manager and one (1) B manager, are present or represented. Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes cast, including the vote of at least one (1) A manager and one (1) B manager. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by the chairman or all the managers present or represented at the meeting.

9.6. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

9.7. Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

**Art. 10. Representation.** The Company shall be bound towards third parties in all matters by the single signature of its sole manager or, if the Company is managed by more than one manager, by the joint signatures of at least one A manager and at least one B manager or by the joint or single signatures of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2. of these Articles.

**Art. 11. Liability of the managers.** The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

#### IV. General meetings of members

##### **Art. 12. Powers and voting rights**

12.1. At any time at which the Company has only one member such member assumes all powers conferred by the Law to the members.

12.2. Each member has voting rights commensurate to its shareholding.

##### **Art. 13. Form - Quorum - Majority**

13.1. Resolutions of the members shall be adopted either at general meetings of members (the General Meetings) or further to written consultations by way of circular resolutions (the Circular Resolutions). The members may be convened to General Meetings or consulted in writing by way of Circular Resolutions by any manager.

13.2. Where a resolution is to be adopted at a General Meeting, written notice of such General Meeting shall be given to all members at least 8 days in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, the nature and circumstances of which shall have been set forth in the notice of the meeting. General Meetings shall be held at such place and time specified in the notices. Any member may participate in any General Meeting by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a General Meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting. If all the members are present (personally or via telephone or video conference) or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting, the General Meetings may be held without prior notice.

13.3. Where a resolution is to be adopted by way of a Circular Resolution, the text of such resolution shall be sent to all members in writing, whether by letter, telex, facsimile or e-mail. The members shall cast their vote by signing the Circular Resolution. The signatures of the members may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

13.4. Each member may appoint any person or entity as his/her attorney-in-fact pursuant to a written proxy given by letter, telex, facsimile or e-mail, to represent him at General Meetings or sign Circular Resolutions on his behalf.

13.5. Resolutions are only validly passed insofar as they are adopted by members representing more than half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation by way of a Circular Resolution, the members shall be convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time by way of a Circular Resolution and the resolutions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented.

13.6. Resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority of the members representing at least three quarters of the Company's share capital. Resolutions to change the nationality of the Company and any increase of a member's commitment in the Company shall require the unanimous consent of the members.

## V. Annual accounts - allocation of profits

### Art. 14. Accounting Year

14.1. The accounting year of the Company shall begin on 1 April of each year and end on 31 March of each year.

14.2. Each year, with reference to the end of the Company's accounting year, the Company's accounts are established and the manager or, in case there is a plurality of managers, the board of managers shall prepare an inventory and a balance sheet of the Company.

14.3. Each member may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office. The inventory and balance sheet are submitted to the members for approval within the first six months after the end of the accounting year.

### Art. 15. Allocation of profits

15.1. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and taxes, represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

15.2. The general meeting of members has discretionary power to dispose of the surplus. It may in particular allocate such profit to the payment of a dividend or transfer it to the reserve or carry it forward.

15.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

- (i) a statement of accounts or an inventory or report is established by the manager or the board of managers;
- (ii) this statement of accounts, inventory or report shows that sufficient funds are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the statutory reserve;
- (iii) the decision to pay interim dividends is taken by the general meeting of members;
- (iv) the manager or, in case there is a plurality of managers, the board of managers has ensured that the rights of the creditors of the Company are not threatened.

## VI. Dissolution - liquidation

### Art. 16. Dissolution - Liquidation

16.1. In the event of a dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be members, appointed by a resolution of the general meeting of members which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the member(s) or by law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realisation of the assets and payments of the liabilities of the Company.

16.2. The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the member or, in the case of a plurality of members, the members in proportion to the shares held by each member in the Company.

## VII. General provisions

Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

All notices required to be delivered under these Articles shall be in writing (including facsimile). All such written notices shall be hand delivered, or sent by registered or certified mail (postage prepaid with or without return receipt requested), or by facsimile transmission, as follows: (i) if to the Company, to the address of its registered office and (ii) if to any member, to such member's address as set forth in the members' register.

All written notices shall be deemed effective as follows:

(a.) on the day of delivery during normal business hours to the relevant party's address (as set forth above) when the notice is hand delivered or sent by facsimile transmission. However, in the event such notice is delivered after normal business hours, the said notice shall be deemed effective on the next day being a business day in the addressee's country;

(b.) on the day of receipt by the relevant addressee (as set forth above) when the notice is sent by registered or certified mail (postage prepaid with or without return receipt requested).

### *Transitory provision*

The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on 31 March 2010.

### *Subscription - payment*

Thereupon, Obermark (SCA) SICAR, represented as stated here above, declares to subscribe for one hundred (100) shares in registered form, each with a par value of one hundred and twenty five Euro (EUR 125).

All one hundred (100) shares have been fully paid up by contribution in cash, so that the amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) is at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

*Estimate*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which must be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand five hundred Euro (EUR 1,500).

*Resolutions of the member*

Immediately after the incorporation of the Company, the member has passed the following resolutions:

1. The number of managers is fixed at two (2).
2. The following person is appointed as A manager of the Company for an indefinite period:

Mr Hagen Schulte, manager, born on March 2nd, 1970, in Telgte, Germany, with personal address at Lüssiweg 37, 6300 Zug, Switzerland.

The following person is appointed as B manager of the Company for an indefinite period:

Dr. Peter Sewing, manager, born on March 27, 1962, in Koblenz, Germany, with professional address at Obermark GmbH, Beethovenstr. 12-16, 60325 Frankfurt am Main, Germany.

3. The registered office of the Company is set at 2, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxembourg.

*Declaration*

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a German version and in case of divergences between the English and the German text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

In witness whereof, the undersigned notary has set his hand and seal on the day and year first here above mentioned.

The document having been read to the proxy holder, he signed together with the notary the present deed.

**Es folgt die deutsche Übersetzung des vorstehenden Textes:**

Im Jahr zweitausendneun, am neunten Januar.

Vor Uns Notar Martine SCHAEFFER, mit Amtswohnsitz in Luxemburg.

**IST ERSCHIENEN:**

Obermark (SCA) SICAR, eine Kommanditgesellschaft auf Aktien, gegründet nach luxemburgischem Recht (société en commandite par actions) in der Form einer Investmentgesellschaft in Risikokapital (société d'investissement en capital à risque - SICAR), mit eingetragenem Gesellschaftssitz in 2, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxemburg, deren Eintragung beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister anhängig ist, vertreten durch ihre geschäftsführende Komplementärin Obermark, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, gegründet nach luxemburgischem Recht (société à responsabilité limitée), mit eingetragenem Gesellschaftssitz in 6, rue Dicks, L-1417 Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 134.998, hier vertreten durch Me Christian Steinmetz, Anwalt, mit beruflicher Anschrift in Luxemburg, gemäß privatschriftlicher Vollmacht, erteilt in Luxemburg, am 17. Dezember 2008.

Besagte Vollmacht, nachdem sie vom Bevollmächtigten und dem unterzeichnenden Notar "ne varietur" unterzeichnet wurde, wird der vorliegenden Urkunde beigelegt, um bei den Registrierungsbehörden eingereicht zu werden.

Die erschienene Partei hat in ihrer Eigenschaft den Notar ersucht, die Satzung einer von ihr zu gründenden Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) wie folgt aufzusetzen (die Satzung):

**I. Firma - Sitz - Gegenstand - Dauer**

**Art. 1. Firma.** Von der Obermark (SCA) SICAR, als einziger Gesellschafterin und allen zukünftigen Gesellschaftern, wird hiermit eine Gesellschaft in der Rechtsform einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) unter der Firma "Obermark Value" (die Gesellschaft) errichtet, die luxemburgischem Recht unterliegt, insbesondere dem luxemburgischen Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in der derzeit geltenden Fassung (das Gesetz), sowie der vorliegenden Satzung.

**Art. 2. Sitz**

2.1. Der Sitz der Gesellschaft wird errichtet in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Er kann innerhalb der Gemeindegrenzen verlegt werden durch einen Beschluss des alleinigen Geschäftsführers bzw. des Verwaltungsrates der Gesellschaft. Der Sitz kann ferner an einen anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden, und zwar durch einen in der für die Änderung der Satzung erforderlichen Weise gefassten Beschluss der Gesellschafterversammlung.

2.2. Zweigniederlassungen, Tochtergesellschaften oder andere Büros können entweder im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland durch einen Beschluss des alleinigen Geschäftsführers bzw. des Verwaltungsrates der Gesellschaft errichtet werden. Sofern der alleinige Geschäftsführer bzw. der Verwaltungsrat der Gesellschaft entscheidet, dass außergewöhnliche politische oder militärische Entwicklungen oder Ereignisse eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen und dass diese Entwicklungen oder Ereignisse die üblichen Geschäftstätigkeiten der Gesellschaft an ihrem Sitz oder eine unproblematische Verständigung zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen würden, kann der Sitz bis zur vollständigen Beendigung dieser außergewöhnlichen Umstände vorübergehend in das Ausland verlegt werden.

Derartige vorübergehende Maßnahmen berühren die Nationalität der Gesellschaft nicht; die Gesellschaft bleibt ungeachtet der vorübergehenden Verlegung ihres Sitzes eine in Luxemburg inkorporierte Gesellschaft.

### **Art. 3. Gegenstand**

3.1. Der Gegenstand der Gesellschaft ist der Erwerb von Beteiligungen an Kapitalgesellschaften, Personengesellschaften oder Unternehmen in jeglicher Rechtsform, und die Verwaltung solcher Beteiligungen. Sie kann bei der Errichtung, dem Aufbau, der Verwaltung und Leitung von Kapitalgesellschaften, Personengesellschaften oder anderer Unternehmen mitwirken.

3.2. Die Gesellschaft darf Fremdkapital in jeglicher Form aufnehmen, ausgenommen im Wege eines öffentlichen Angebotes. Sie kann ausschließlich durch Privatplatzierung Schuldscheine, Anleihen und Schuldverschreibungen und jegliche Art von Schuld- und/oder Dividendenpapieren ausgeben. Die Gesellschaft kann ihren Tochtergesellschaften, verbundenen Unternehmen oder anderen Kapitalgesellschaften, Personengesellschaften oder Unternehmungen Darlehen gewähren, einschließlich aus den Einnahmen aus aufgenommenen Darlehen und/oder aus ausgegebenen Schuldtiteln. Sie darf auch Garantien geben und Sicherheiten zugunsten Dritter einräumen, um für ihre eigenen Verpflichtungen oder für die Verpflichtungen ihrer Tochtergesellschaften, verbundenen Unternehmen oder einer anderen Kapitalgesellschaft, Personengesellschaft oder Unternehmung Sicherheiten zu stellen. Die Gesellschaft darf ferner ihre Vermögensgegenstände sämtlich oder teilweise verpfänden, übertragen, belasten oder anderweitig Sicherungsrechte an ihnen bestellen.

3.3. Die Gesellschaft darf in Bezug auf ihre Investitionen zum Zwecke deren effizienter Verwaltung grundsätzlich alle Maßnahmen ergreifen und alle Mittel einsetzen, einschließlich von Maßnahmen und Mitteln zur Absicherung der Gesellschaft gegen Bonitäts-, Währungs-, Zins- und andere Risiken.

3.4. Die Gesellschaft darf alle Handels- oder Finanzgeschäfte und jegliche Transaktionen in Bezug auf Immobilien oder bewegliches Vermögen durchführen, die ihren Gegenstand unmittelbar oder mittelbar fördern oder sich auf ihn beziehen.

### **Art. 4. Dauer**

4.1. Die Gesellschaft ist für unbestimmte Zeit errichtet.

4.2. Die Gesellschaft wird nicht aufgelöst wegen Todes, Aussetzung der bürgerlichen Rechte, Geschäftsunfähigkeit, Insolvenz, Konkurs oder eines ähnlichen Ereignisses betreffend einen oder mehrere der Gesellschafter.

## **II. Kapital - Geschäftsanteile**

### **Art. 5. Kapital**

5.1. Das Stammkapital der Gesellschaft wird auf zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) festgesetzt, eingeteilt in einhundert (100) Namens-Geschäftsanteile mit einem Nominalwert von je einhundert fünfundsiebzig Euro (EUR 125), allesamt gezeichnet und voll eingezahlt.

5.2. Das Stammkapital der Gesellschaft kann einmal oder mehrmals erhöht oder herabgesetzt werden, und zwar durch einen in der für die Änderung der Satzung erforderlichen Weise gefassten Beschluss der Gesellschafterversammlung.

### **Art. 6. Geschäftsanteile**

6.1. Jeder Geschäftsanteil vermittelt seinem Inhaber ein Recht auf einen Bruchteil des Gesellschaftsvermögens und der Gewinne der Gesellschaft in direktem Verhältnis zur Anzahl der bestehenden Geschäftsanteile.

6.2. Gegenüber der Gesellschaft sind die Geschäftsanteile der Gesellschaft nicht teilbar, da nur ein Eigentümer pro Geschäftsanteil zugelassen ist. Miteigentümer haben gegenüber der Gesellschaft eine einzige Person zu ihrem Vertreter zu bestellen.

6.3. Wenn die Gesellschaft mehr als einen Gesellschafter hat, steht die Übertragung von Geschäftsanteilen unter dem Vorbehalt vorheriger Genehmigung durch den Verwaltungsrat. Die Genehmigung ist zu erteilen im Falle der Übertragung an einen Empfänger, der bereits Gesellschafter der Gesellschaft ist. Die Übertragung von Geschäftsanteilen an einen Dritten bedarf der Genehmigung durch die Gesellschafterversammlung mit mindestens drei Vierteln des Stammkapitals der Gesellschaft. Eine Geschäftsanteilsübertragung bindet die Gesellschaft oder Dritte nur nach einer Anzeige an bzw. Annahme durch die Gesellschaft gemäß Artikel 1690 des Zivilgesetzbuchs. Im Übrigen wird auf die Artikel 189 und 190 des Gesetzes verwiesen.

6.4. Am Sitz der Gesellschaft wird gemäß den Regelungen des Gesetzes ein Gesellschafterverzeichnis geführt; es kann von jedem Gesellschafter auf Verlangen eingesehen werden.

6.5. Die Gesellschaft kann ihre eigenen Geschäftsanteile innerhalb der vom Gesetz vorgesehenen Beschränkungen zurückkaufen.

## **III. Geschäftsführung - Vertretung**

### **Art. 7. Verwaltungsrat**

7.1. Die Geschäfte der Gesellschaft werden von einem oder mehreren Geschäftsführer(n) geführt. Der oder die Geschäftsführer werden durch Beschluss der Gesellschafterversammlung, in dem auch seine/ihre Amtszeit bestimmt wird, bestellt. Der/Die Geschäftsführer muss/müssen nicht Gesellschafter sein. Wenn mehrere Geschäftsführer bestellt sind, bilden sie einen Verwaltungsrat, der sich aus mindestens einem (1) A-Geschäftsführer und einem (1) B-Geschäftsführer zusammensetzt. Der Verwaltungsrat kann aus dem Kreis seiner Mitglieder einen Vorsitzenden bestellen.

7.2. Zu keinem Zeitpunkt dürfen mehr als die Hälfte der Mitglieder des Verwaltungsrates steuerlich in der Schweiz ansässig sein. Ferner dürfen steuerlich in der Schweiz Ansässige nicht zu B-Geschäftsführern bestellt werden. Falls gegen diese Ziffer 7.2 verstoßen wird, weil ein Mitglied des Verwaltungsrates während seiner Amtszeit in der Schweiz steuerlich ansässig wird, hat es sein Verwaltungsratsmandat sofort niederzulegen.

7.3. Die Geschäftsführer können nach Belieben abberufen werden.

#### **Art. 8. Befugnisse des Verwaltungsrates**

8.1. Alle nicht durch das Gesetz oder die vorliegende Satzung ausdrücklich der Gesellschafterversammlung vorbehaltenen Befugnisse fallen in den Zuständigkeitsbereich des alleinigen Geschäftsführers bzw., falls die Gesellschaft von mehr als einem Geschäftsführer geleitet wird, des Verwaltungsrates, dem alle Befugnisse zukommen, jegliche Maßnahmen und Geschäfte durchzuführen und zu genehmigen, die im Einklang mit dem Gegenstand der Gesellschaft stehen.

8.2. Besondere und begrenzte Befugnisse können für bestimmte Angelegenheiten an einen oder mehrere Beauftragte (n) delegiert werden, der/die nicht Gesellschafter sein muss/müssen, und zwar durch den alleinigen Geschäftsführer bzw., wenn es mehr als einen Geschäftsführer gibt, durch zumindest einen (1) A-Geschäftsführer und einen (1) B-Geschäftsführer der Gesellschaft.

#### **Art. 9. Verfahrensregelungen**

9.1. Der Verwaltungsrat tagt so oft, wie es die Interessen der Gesellschaft erforderlich machen, oder auf Einberufung durch den Vorsitzenden oder zweier Geschäftsführer hin, am in der Einberufung angegebenen Ort. Der Verwaltungsrat muss in jedem Falle mindestens einmal im Quartal zusammentreten. Der Vorsitzende führt den Vorsitz in allen Verwaltungsratssitzungen. In seiner Abwesenheit wird der Verwaltungsrat eine andere Person zum vorübergehenden Vorsitzenden bestellen, und zwar mit der Mehrheit nach Köpfen der in dieser Sitzung persönlich oder durch Vertretung Anwesenden.

9.2. Allen Geschäftsführern ist mindestens drei (3) Tage vor dem für die Sitzung bestimmten Termin eine schriftliche Einberufung zur Sitzung des Verwaltungsrates mitzuteilen, ausgenommen im Notfall, in welchem Fall die Art der besonderen Umstände in der Einberufung zu erläutern ist.

9.3. Einer Einberufung bedarf es nicht, wenn in der Sitzung alle Mitglieder des Verwaltungsrates anwesend oder vertreten sind und wenn sie erklären, ordnungsgemäß informiert worden zu sein und vollständige Kenntnis von der Tagesordnung der Sitzung zu haben. Auf die Einberufung kann von jedem Mitglied des Verwaltungsrates der Gesellschaft schriftlich verzichtet werden, sei es im Original, durch Telex, Fax oder E-mail.

9.4. Ein Geschäftsführer kann sich in einer Sitzung des Verwaltungsrates durch einen anderen Geschäftsführer vertreten lassen. Die Vollmacht ist schriftlich zu erteilen, sei es im Original, durch Telex, Fax oder E-mail.

9.5. Der Verwaltungsrat kann nur dann wirksam verhandeln und handeln, wenn mindestens die Mehrheit der Geschäftsführer anwesend oder vertreten ist, einschließlich mindestens eines (1) A-Geschäftsführers und eines (1) B-Geschäftsführers. Beschlüsse des Verwaltungsrates werden wirksam mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, einschließlich der Stimme mindestens eines (1) A-Geschäftsführers und eines (1) B-Geschäftsführers. Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden in einem Protokoll niedergelegt, das vom Vorsitzenden oder allen in der Sitzung anwesenden oder vertretenen Geschäftsführern unterzeichnet wird.

9.6. Ein Geschäftsführer kann an einer Sitzung des Verwaltungsrates durch Telefon- oder Videokonferenz oder durch andere Kommunikationsmittel, die es allen an der Sitzung teilnehmenden Personen ermöglichen, einander zu hören und zueinander zu sprechen, teilnehmen. Die Teilnahme an einer Sitzung auf einem dieser Wege gilt als der persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung gleichwertig.

9.7. Von allen Geschäftsführern unterzeichnete Umlaufbeschlüsse sind in der gleichen Weise wirksam und bindend, als wären sie in einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Sitzung gefasst worden. Diesbezügliche Unterschriften können auf einem einzigen Dokument oder auf mehreren Kopien eines identischen Beschlusses erscheinen und sind durch Brief oder Fax zu belegen.

**Art. 10. Vertretung.** Die Gesellschaft wird Dritten gegenüber in allen Angelegenheiten durch die alleinige Unterschrift ihres alleinigen Geschäftsführers oder, wenn die Gesellschaft von mehr als einem Geschäftsführer geleitet wird, durch die gemeinsamen Unterschriften mindestens eines A-Geschäftsführers und mindestens eines B-Geschäftsführers vertreten, oder aber durch die gemeinsamen oder alleinigen Unterschriften von Personen, denen eine solche Zeichnungsbezeichnung gemäß Artikel 8.2 dieser Satzung wirksam erteilt wurde.

**Art. 11. Haftung der Geschäftsführer.** Die Geschäftsführer übernehmen aufgrund ihres Amtes keine persönliche Haftung in Bezug auf eine von ihnen im Namen der Gesellschaft wirksam eingegangene Verpflichtung, vorausgesetzt, dass diese Verpflichtung im Einklang steht sowohl mit dieser Satzung als auch mit den anwendbaren Bestimmungen des Gesetzes.

### **IV. Gesellschafterversammlungen**

#### **Art. 12. Befugnisse und Stimmrechte**

12.1. Zu jedem Zeitpunkt, zu dem die Gesellschaft nur einen Gesellschafter hat, kommen diesem Gesellschafter alle Befugnisse zu, die das Gesetz Gesellschaftern verleiht.

12.2. Jeder Gesellschafter hat Stimmrechte proportional entsprechend seiner Beteiligung.

### **Art. 13. Form - Beschlussfähigkeit - Mehrheit**

13.1. Gesellschafterbeschlüsse sind entweder in Gesellschafterversammlungen (den Gesellschafterversammlungen) oder aufgrund schriftlicher Beratungen im Wege des Umlaufverfahrens (die Umlaufbeschlüsse) zu fassen. Die Gesellschafter sind von einem Geschäftsführer zu Gesellschafterversammlungen einzuberufen oder schriftlich im Wege von Umlaufbeschlüssen zu Rate zu ziehen.

13.2. Sofern in einer Gesellschafterversammlung ein Beschluss gefasst werden soll, sind alle Gesellschafter zu dieser Gesellschafterversammlung mindestens 8 Tage vor dem für diese Versammlung bestimmten Tag einzuberufen, ausgenommen im Notfall, in welchem Fall die Art der besonderen Umstände in der Einberufung aufzuführen ist. Gesellschafterversammlungen sind an dem in der Einberufung bezeichneten Ort und zur dort bezeichneten Zeit abzuhalten. Gesellschafter können an einer Gesellschafterversammlung durch Telefon- oder Videokonferenzgespräch oder durch andere Kommunikationsmittel, die es allen an der Versammlung teilnehmenden Personen ermöglichen, einander zu hören und zueinander zu sprechen, teilnehmen. Die Teilnahme an einer Gesellschafterversammlung auf einem dieser Wege gilt als der persönlichen Teilnahme an dieser Versammlung gleichwertig. Wenn alle Gesellschafter anwesend (persönlich oder durch Telefon- oder Videokonferenz) oder vertreten sind und sich als ordnungsgemäß geladen und über die Tagesordnung informiert erachten, können Gesellschafterversammlungen ohne Vorankündigung abgehalten werden.

13.3. Sofern ein Beschluss im Wege eines Umlaufbeschlusses gefasst werden soll, ist der Text dieses Beschlusses schriftlich an alle Gesellschafter zu senden, sei es im Original, per Telex, Fax oder E-mail. Die Gesellschafter haben ihre Stimme durch Unterzeichnung des Umlaufbeschlusses abzugeben. Die Unterschriften der Gesellschafter können auf einem einzigen Dokument oder auf mehreren Kopien eines identischen Beschlusses erscheinen und sind durch Brief oder Fax zu belegen.

13.4. Jeder Gesellschafter kann mit schriftlicher Vollmacht durch Brief, Telex, Fax oder E-mail eine Person oder ein Unternehmen zu seinem Bevollmächtigten bestellen, um ihn bei Gesellschafterversammlungen zu vertreten oder Umlaufbeschlüsse für ihn zu unterzeichnen.

13.5. Beschlüsse sind nur dann wirksam gefasst, wenn sie durch Gesellschafter angenommen wurden, die mehr als die Hälfte des Stammkapitals repräsentieren. Wenn diese Mehrheit in der ersten Gesellschafterversammlung oder der ersten Beratung im Wege eines Umlaufbeschlusses nicht erreicht wird, dann sind die Gesellschafter mit eingeschriebenem Brief zu einer zweiten Gesellschafterversammlung zu laden oder ein zweites Mal im Wege eines Umlaufbeschlusses zu Rate zu ziehen, und die Beschlüsse werden dann mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, ungeachtet des vertretenen Teils des Stammkapitals.

13.6. Satzungsändernde Beschlüsse und Beschlüsse zur Auflösung oder Liquidation der Gesellschaft bedürfen der Mehrheit der Gesellschafter, die mindestens drei Viertel des Stammkapitals der Gesellschaft repräsentiert. Beschlüsse zur Änderung der Nationalität der Gesellschaft und jegliche Erhöhung der Kapitaleinlage eines Gesellschafters bedürfen eines einstimmigen Gesellschafterbeschlusses.

## **V. Jahresabschluss - Gewinnverteilung**

### **Art. 14. Geschäftsjahr**

14.1. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. April eines jeden Jahres und endet am 31. März eines jeden Jahres.

14.2. In jedem Jahr wird der Abschluss der Gesellschaft in Bezug auf das Ende des Geschäftsjahres der Gesellschaft erstellt, und der Geschäftsführer oder, falls es mehrere Geschäftsführer gibt, der Verwaltungsrat hat ein Inventar und eine Bilanz der Gesellschaft aufzustellen.

14.3. Jeder Gesellschafter kann das vorbezeichnete Inventar und die vorbezeichnete Bilanz am Sitz der Gesellschaft einsehen. Inventar und Bilanz werden den Gesellschaftern innerhalb der ersten sechs Monate nach dem Ende des Geschäftsjahres zur Genehmigung vorgelegt.

### **Art. 15. Gewinnverteilung**

15.1. Der im Jahresabschluss ausgewiesene Bruttogewinn der Gesellschaft stellt abzüglich allgemeiner Ausgaben, Abschreibungen und Steuern den Nettogewinn dar. Ein fünf Prozent (5%) des Nettogewinnes der Gesellschaft entsprechender Betrag ist in die gesetzliche Rücklage einzustellen, bis sich diese Rücklage auf zehn Prozent (10%) des nominellen Stammkapitals der Gesellschaft beläuft.

15.2. Die Gesellschafterversammlung verfügt nach ihrem Ermessen über den Überschuss. Sie kann diesen Gewinn insbesondere für die Zahlung einer Dividende verwenden, oder ihn in Rücklagen einstellen oder auf neue Rechnung vortragen.

15.3. Zwischendividenden können jederzeit ausgeschüttet werden, und zwar unter den folgenden Bedingungen:

- (i) es wird vom Geschäftsführer bzw. dem Verwaltungsrat ein Abschluss oder ein Inventar oder ein Bericht aufgestellt;
- (ii) dieser Abschluss, dieses Inventar oder dieser Bericht zeigt, dass ausreichende Mittel für eine Ausschüttung zur Verfügung stehen, wobei vorausgesetzt wird, dass der auszuschüttende Betrag die nach dem Ende des letzten Geschäftsjahres realisierten Gewinne zuzüglich Gewinnvortrag und ausschüttungsfähiger Rücklagen, jedoch abzüglich eines Verlustvortrages und die der gesetzlichen Rücklage zuzuführenden Beträge nicht übersteigt;

- (iii) die Entscheidung zur Zahlung von Zwischendividenden wird von der Gesellschafterversammlung gefasst;
- (iv) der Geschäftsführer oder, im Falle mehrerer Geschäftsführer, der Verwaltungsrat hat sichergestellt, dass die Rechte der Gläubiger der Gesellschaft nicht gefährdet werden.

## **VI. Auflösung - Liquidation**

### **Art. 16. Auflösung - Liquidation**

16.1. Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren Liquidator(en) durchgeführt, die keine Gesellschafter sein müssen und durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung bestellt werden, der ihre Befugnisse und ihre Vergütung festlegt. Sofern nicht im Beschluss der Gesellschafter oder rechtlich anderweitig vorgesehen, kommen den Liquidatoren weitestgehende Befugnisse zur Realisierung der Vermögenswerte und zur Zahlung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft zu.

16.2. Der Überschuss aus der Realisierung der Vermögenswerte und der Zahlung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft ist an den Gesellschafter auszuzahlen oder, im Falle mehrerer Gesellschafter, an die Gesellschafter im Verhältnis der von jedem Gesellschafter an der Gesellschaft gehaltenen Geschäftsanteile.

## **VII. Allgemeine Bestimmungen**

Für alle in dieser Satzung nicht einer speziellen Regelung zugeführte Angelegenheiten wird auf die Bestimmungen des Gesetzes verwiesen.

Alle nach dieser Satzung abzugebenden Mitteilungen haben schriftlich zu erfolgen (wobei Fax ausreicht). Alle solchen schriftlichen Mitteilungen sind persönlich zu übergeben, durch Einschreiben zu übersenden (frankiert und mit oder ohne Rückschein) oder durch Fax zu übermitteln, und zwar wie folgt: (i) wenn an die Gesellschaft, dann an die Adresse ihres Sitzes, und (ii) wenn an einen Gesellschafter, dann an die Adresse des Gesellschafters, die im Gesellschafterverzeichnis aufgeführt ist.

Alle schriftlichen Mitteilungen gelten als bewirkt wie folgt:

(a.) am Tag der Übermittlung während üblicher Bürozeiten an die Adresse der betreffenden Partei (wie vorstehend bezeichnet), wenn die Mitteilung persönlich übergeben oder per Fax übermittelt wird. Falls jedoch diese Mitteilung nach üblichen Bürozeiten übermittelt wird, gilt diese Mitteilung als an dem darauffolgenden Tag bewirkt, der im Lande des Adressaten ein Geschäftstag ist;

(b.) am Tage des Empfangs durch den betreffenden Adressanten (wie vorstehend bezeichnet), wenn die Mitteilung per Einschreiben übersandt wird (frankiert und mit oder ohne Rückschein).

### *Übergangsregelung*

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tage dieser Urkunde und endet am 31. März 2010.

### *Zeichnung - Zahlung*

Daraufhin erklärt die wie vorstehend bezeichnet vertretene Obermark (SCA) SICAR, die Zeichnung von einhundert (100) namentlich registrierter Geschäftsanteile, je mit einem Nominalwert von einhundertfünfundzwanzig Euro (EUR 125).

Alle einhundert (100) Geschäftsanteile wurden durch Bareinlage voll eingezahlt, so dass der Betrag von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) zur Verfügung der Gesellschaft steht. Dies wurde dem unterzeichnenden Notar nachgewiesen, der es ausdrücklich bestätigt.

### *Schätzung*

Die Ausgaben, Kosten, Gebühren und Abgaben jeglicher Art, die von der Gesellschaft infolge ihrer Gründung zu tragen sind, werden auf ungefähr eintausendfünfhundert Euro (EUR 1.500) geschätzt.

### *Gesellschafterbeschlüsse*

Sofort nach Errichtung der Gesellschaft haben die Gesellschafter die folgenden Beschlüsse gefasst:

1. Die Anzahl der Geschäftsführer wird auf zwei (2) festgesetzt.
2. Die nachstehend bezeichnete Person wird für einen unbestimmten Zeitraum zum A-Geschäftsführer der Gesellschaft bestellt:

Herr Hagen Schulte, Manager, geboren am 2. März 1970 in Telgte, Deutschland, mit Wohnadresse in Lüssiweg 37, 6300 Zug, Schweiz.

Die nachstehend bezeichnete Person wird für einen unbestimmten Zeitraum zum B-Geschäftsführer der Gesellschaft bestellt:

Herr Dr. Peter Sewing, Manager, geboren am 27. März 1962 in Koblenz, Deutschland, mit Geschäftsadresse zu Obermark GmbH, Beethovenstr. 12-16, 60325 Frankfurt am Main, Deutschland.

3. Der Sitz der Gesellschaft ist 2, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxemburg.

### *Erklärung*

Der unterzeichnende Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde auf Ersuchen der vorstehend bezeichneten Erschienenen in englischer Sprache abgefasst ist, gefolgt von einer deutschen

Version, und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text die englische Version maßgeblich ist.

WORÜBER die vorliegende Urkunde errichtet wurde in Luxemburg, am zu Beginn dieses Dokuments bezeichneten Tag.

Zu Urkunde dessen hat der unterzeichnende Notar dies am Tag und im Jahr, wie vorstehend zuerst angeben, unterzeichnet und sein Siegel aufgebracht.

Nachdem das Dokument dem Bevollmächtigten vorgelesen wurde, hat er die vorliegende Urkunde gemeinsam mit dem Notar unterzeichnet.

Enregistré à Luxembourg AC, le 14 janvier 2009. LAC/2009/1293. - Reçu soixante-quinze euros Eur 75,-.

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 janvier 2009.

M. SCHAEFFER.

Référence de publication: 2009009290/5770/515.

(090012825) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2009.

### **Dexia Life Bonds, Fonds Commun de Placement.**

Le règlement de gestion du fonds Dexia Life Bonds a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Dexia Asset Management Luxembourg SA, Société Anonyme*

Signatures

Référence de publication: 2009009294/1126/12.

Enregistré à Luxembourg, le 16 janvier 2009, réf. LSO-DA05122. - Reçu 62,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090012867) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2009.

### **Grand Cru, Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Das Verwaltungsreglement des Grand Cru (Fonds commun de placement - fonds d'investissement spécialisé) wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 27.01.2009.

FRANKFURT-TRUST Invest Luxembourg AG

Unterschriften

Référence de publication: 2009011270/2393/13.

Enregistré à Luxembourg, le 22 janvier 2009, réf. LSO-DA07375. - Reçu 50,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090015101) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2009.

### **Obermark (SCA) SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.**

Siège social: L-1720 Luxembourg, 2, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 144.314.

### STATUTES

In the year two thousand and nine, on the ninth of January.

Before Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg.

Appeared:

1) Obermark (the General Partner), a Luxembourg société à responsabilité limitée, with registered office at 6, rue Dicks, L-1417 Luxembourg, registered with the Luxembourg register of commerce and companies under the number B 134.998;

2) Dr. Peter Sewing, manager, born on March 27th, 1962, in Koblenz, Germany, with professional address at Obermark GmbH, Beethovenstrasse 12-16, 60325 Frankfurt am Main, Germany;

3) Mr. Hagen Schulte, manager, born on March 2, 1970, in Telgte, Germany, with personal address at Lüssiweg 37, 6300 Zug, Switzerland; and

4) Rigi Pilatus Limited, a non-cellular company limited by shares, incorporated under the laws of Guernsey, with registered office at Manor Place, St Peter Port, Guernsey, GY1 4EW, registered with the register of commerce and companies of Guernsey under the number 49886,

all four here represented by Me Christian Steinmetz, attorney-at-law, with professional address in Luxembourg city, by virtue of proxies given in Luxembourg on December 17th, 2008 and January 6th, 2009 respectively.

The above mentioned proxies, being initialled "ne varietur" by the appearing parties, and the undersigned notary shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties have in their authorised capacities requested the notary to draw-up the following articles of association (the Articles) of a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) (the Investment Company), the incorporation of which such parties have approved.

**Art. 1. Form.** There is hereby formed among the General Partner, the holder of the Beneficiary Share and the holders of Shares and all those who may become holders of Beneficiary Shares or Shares, a company in the form of a société en commandite par actions, organised as a société d'investissement en capital à risque, governed by the present Articles and by current Luxembourg laws, and notably by the 1915 Law and the SICAR Law.

**Art. 2. Name.** The Investment Company's name is "Obermark (SCA) SICAR".

**Art. 3. Purpose.** The Investment Company's purpose is to raise capital from investors and to invest its assets in securities and other assets representing risk capital within the widest possible meaning as permitted under article 1 of the SICAR Law in order to provide the Shareholders and the holder(s) of the Beneficiary Share(s) with the benefit of the result of the management of its assets in consideration of the risk they incur in this respect. The Investment Company has in particular been formed to make majority or influential minority investments in companies. Obermark's investment objectives, strategy, guidelines and restrictions are more fully described in the Offering Memorandum.

The Investment Company may furthermore enter into, assist or participate in any financial, commercial and other transactions, and in particular, without limitation, grant to any Portfolio Company, or any other company associated in any way with the Investment Company, or with any of the said Portfolio Companies, in which the Investment Company has a direct or indirect financial interest, any assistance, loans, advances or guarantees; borrow and raise money in any manner and secure the repayment of any money borrowed; in particular, the Investment Company may borrow money from third parties, from the Shareholders or from the holder(s) of the Beneficiary Share(s), for itself or its Portfolio Companies for the funding, completion, or refinancing of an Investment, or to cover any of its Expenses.

In addition, the Investment Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly to all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose to the full extent permitted by the SICAR Law.

**Art. 4. Registered Office.** The Investment Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. The registered office may be transferred within the municipality of the City of Luxembourg by decision of the General Partner. The registered office of the Investment Company may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of a General Meeting, but cannot be transferred abroad, except as otherwise provided hereunder.

The Investment Company may have offices, branches (whether or not a permanent establishment) and subsidiaries either in Luxembourg or abroad.

**Art. 5. Duration.** The Investment Company is constituted for an unlimited duration and may be terminated under certain circumstances set out in the Offering Memorandum. The term of the Investment Company does not come to an end upon the death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of the General Partner, any of the Shareholders or the holder(s) of the Beneficiary Share(s).

**Art. 6. Liability.** The General Partner is liable for all liabilities which cannot be satisfied out of the assets of the Investment Company. The Shareholders shall be liable only to the extent of their Capital Commitment.

**Art. 7. Share Capital.** At the date of incorporation, the Investment Company's initial share capital is set at Euro thirty-one thousand (EUR 31,000), represented by one (1) Management Share and thirty thousand nine hundred ninety-nine (30,999) Shares. The issue price per Share and for the Management Share is Euro one (EUR 1) and is paid up in full. Fractions of Shares will not be issued.

The Investment Company shall on its date of incorporation issue one (1) Beneficiary Share. The General Partner shall be authorised to issue up to ninety-nine (99) additional Beneficiary Shares upon its sole discretion, as set forth in the Offering Memorandum.

The Investment Company's share capital is variable and shall at all times be equal to its net asset value, as determined in accordance with Article 15 hereafter. The minimum capital of the Investment Company, which must be achieved within

12 (twelve) months as from the date on which the Investment Company has been authorised as a SICAR by the CSSF, shall be one million Euro (EUR 1,000,000) as required by the SICAR Law.

**Art. 8. Admission of Shareholders; Capital Commitments; Drawdowns.** Unless otherwise provided for in the Offering Documents, the General Partner may admit new investors or allow existing Shareholders to increase their investment in the Investment Company until the Final Closing Date in accordance with the terms and conditions set forth in the Offering Memorandum. Unless otherwise provided for in the Offering Memorandum, the General Partner is authorised to issue additional Shares up to the amount of the Aggregate Capital Commitments. On a given date, each Share issued up to and including the most recent Drawdown Date and outstanding on such given date shall be referred to as an Initial Share.

Uncalled Capital Commitments shall be drawn down during the Drawdown Period in such amounts and at such times as may be required in order to allow the Investment Company to make Investments and to pay the Initial Management Fee, the Investment Company Expenses and the Management Fee.

Drawdowns will be made from Shareholders pro rata to their Uncalled Capital Commitments in accordance with the terms and conditions set forth in the Offering Memorandum. Shareholders will receive at least 10 Business Days' prior notice for each drawdown (the Drawdown Notice). Drawdown Notices shall be issued by the General Partner in Euro denominated amounts only. For each drawdown, the due date as notified in the respective Drawdown Notice (each a Drawdown Date) shall be the date from which interest is calculated, if any is chargeable or applied for purposes of determining the Hurdle according to the Offering Documents. Upon receipt by the Custodian of the amount indicated in the Drawdown Notice from a Shareholder, the Investment Company shall issue a corresponding number of Shares to such Shareholder. All Shares shall be issued fully paid-up.

**Art. 9. Capital Increases.** As of the earlier of the end of the Drawdown Period or 85 % of Aggregate Capital Commitments having been drawn down, and provided the Hurdle was met or exceeded at the end of the last Financial Year, the General Partner may resolve to increase the share capital of the Investment Company by new investors being admitted or by existing Shareholders increasing their interest in the Investment Company (the First Capital Increase).

The number of Shares issued on the First Capital Increase may be up to a maximum of 50 % of Fully Diluted Shares issued and outstanding immediately prior to the issuance of new Shares in connection with the First Capital Increase, provided that the total number of Shares shall exclude those shares which have been or are required to be cancelled as a result of a Claw Back from previous Reference Dates.

Unless otherwise specified in the Offering Documents, the terms for Shares issued on the First Capital Increase or on any subsequent capital increase (a Subsequent Capital Increase, and each of the First Capital Increase and the Subsequent Capital Increases a Capital Increase) are the same as for the Shares already in existence before such Capital Increase.

The price per share at which new Shares are issued on the First Capital Increase may not be less than the last Audited NAV Per Share preceding the First Capital Increase.

The General Partner is authorised to proceed with a Subsequent Capital Increase, unless within 30 Business Days of receiving advance notice of the terms for the intended Subsequent Capital Increase, Shareholders accounting for at least 10 % of all issued and outstanding Shares request the holding of a General Meeting in order to submit the Subsequent Capital Increase to the prior approval of the General Meeting. At such General Meeting, a Subsequent Capital Increase shall require a majority vote of the Shareholders present or represented.

At the occasion of a Capital Increase, existing Shareholders shall have a non-transferable preferential subscription right, which may not be suppressed. This preferential subscription right may only be exercised within a period of 3 weeks after the Shareholders have received notice of the intended Capital Increase. Shares subscribed to by Shareholders at the occasion of a Capital Increase shall be paid up in full at issuance.

**Art. 10. Defaulting Shareholder.** If a Shareholder fails to pay any part of his Capital Commitment when due and payable (a Defaulting Shareholder), he shall pay to the Investment Company interest on the amount outstanding at a rate equal to 8 % above the 3-Month Euribor, as determined on the Drawdown Date, or if it is not determined on the Drawdown Date, on the next Business Day following the Drawdown Date, per annum, compounding annually, (the Default Rate), from the Drawdown Date until the actual date of payment thereof and he shall indemnify the Investment Company for any fees and expenses incurred as a result of the default.

In addition, the General Partner shall upon notification to the Defaulting Shareholder have the right to pursue any one or more of the following remedies:

(a) suspend any voting rights of the Defaulting Shareholder;

(b) call the full outstanding Uncalled Capital Commitment of the Defaulting Shareholder for payment to an escrow account administered by the Custodian (for purposes of calculating the Net Aggregate Capital Contributions, this payment will not be deemed a Capital Contribution; instead, this Shareholder's Capital Contributions will be deemed to be occurring pro rata to and at the same Drawdown Dates as other Shareholders' Capital Contributions), failing which the full amount outstanding will bear interest at the Default Rate;

(c) redeem the Defaulting Shareholder's Shares at a discount of 15 % of the most recent Audited NAV;

(d) offer the existing non defaulting Shareholders the option to increase their interest in the Investment Company by acquiring their pro rata share of the Defaulting Shareholder's Shares, including all rights and obligations attached thereto, at a price equal to 85 % of the most recent Audited NAV; and

(e) exercise any other remedy available under applicable law.

**Art. 11. Shareholders.** The holding of Shares is exclusively restricted to "Well-Informed Investors" as defined under article 2 of the SICAR Law.

Subject to special transfer provisions for German Insurance Companies as set forth in Article 14, the General Partner shall have the power to impose such restrictions as it may think necessary for the purpose notably of ensuring that no Shares in the Investment Company are offered to, acquired or held by (a) any person in breach of these Articles, the Offering Memorandum, the law or requirement of any country or governmental authority, or (b) any person in circumstances which in the opinion of the General Partner might result in the Investment Company incurring any liability to taxation or suffering any other disadvantage which the Investment Company might not otherwise have incurred or suffered.

For such purposes the General Partner may:

(a) decline to issue any Share and decline to register any Transfer of a Share where it appears to it that such issuance or the registration of such Transfer would or might result in the legal or beneficial ownership of such Share by a person who is precluded from holding Shares;

(b) at any time require any person whose name is or shall be entered in the Register to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not legal or beneficial ownership of such Shareholder's Shares rests or will rest in a person who is precluded from holding Shares; and

(c) cause the Investment Company to repurchase from a Shareholder all Shares held by it in the manner specified in Article 17 hereof, if it appears to the General Partner that any person who is precluded from holding Shares is a legal or beneficial owner of, or otherwise holds, such Shares.

**Art. 12. Form of Shares / Register of Shareholders.** Shares will only be issued in registered form. All Shares issued by the Investment Company shall be registered in the register of Shareholders (the Register), which shall be kept by the Registrar, Transfer and Paying Agent. The Register shall contain the name and address of each Shareholder, the number of Shares held by him and, if applicable, their date of Transfer. Any Transfer shall be notified to the General Partner in accordance with the provisions of article 1690 of the Luxembourg Civil Code. Transfer of ownership will become effective only after its entry in the Register.

The registration of the Shareholder's name in the Register evidences his right of ownership over the Shares registered in his name. Each Shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding in the Investment Company. Certificates representing the Shares will be issued only upon written request made to the Registrar, Transfer and Paying Agent.

The Shareholder may, at any time, change his address as entered in the Register by means of a written notification to the Investment Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Investment Company from time to time.

The Shares are indivisible with regard to the Investment Company, which admits only one owner per Share.

**Art. 13. Voting Right.** Each Share entitles its holder to one vote. The Management Share and the Beneficiary Share(s) shall carry no voting rights. Unless otherwise provided in the Offering Documents, the consent of the General Partner is required in order for a Shareholders' resolution to be validly adopted.

**Art. 14. Transfer of the Management Share, the Beneficiary Share(s) and of Shares.**

(a) Management Share

The Management Share held by the General Partner may only be transferred upon a replacement of the General Partner.

(b) Beneficiary Share(s)

The Beneficiary Share(s) may only be transferred to one or several Principals or to one or several Affiliates of the General Partner, as applicable.

(c) Other Transfers

A Shareholder may sell, donate, assign or transfer (in each case a Transferor) to or in favour of any party who qualifies as a Well-Informed Investor (a Transferee), all or some of such Shareholders' Shares including any Uncalled Capital Commitment (each a Transfer), provided that any Transfer prior to the end of the Drawdown Period requires the prior written consent of the General Partner, which may not be unreasonably withheld.

After the end of the Drawdown Period, Shares will be freely transferable, except that the General Partner will be entitled to veto a proposed Transfer if:

(i) the General Partner reasonably considers that the Transfer would cause the Investment Company to be dissolved;

(ii) the General Partner considers that the Transfer would violate any applicable law and in particular the SICAR Law or any term of the Offering Documents, or subject the Investment Company or any Shareholder to any other adverse tax, legal or regulatory consequences;

(iii) the General Partner considers the Transferee to be a competitor of the Investment Company, the Adviser or their Affiliates or of inappropriate creditworthiness;

(iv) the General Partner reasonably determines that it is necessary to do so in order to (a) permit the Investment Company to rely on the safe harbour provided by the U.S. Treasury Regulation Section 1.7704-1 or in order to otherwise avoid classification as "a publicly traded partnership" under the Internal Revenue Code of 1986 and the regulations thereunder, (b) ensure that the assets of the Investment Company will not be deemed "plan assets" for purposes of the United States Department of Labor Regulations, 29 C.F.R. §2510.3-101 or (c) avoid requiring the Investment Company to register as an investment company under the United States Investment Company Act.

Any Transfer shall be notified to the General Partner and shall only become effective upon the inscription of the Transferee in the Register. Until the end of the Drawdown Period, Shares may only be transferred together with the corresponding Uncalled Capital Commitment.

A Shareholder that is subject to the German Insurance Supervisory Act (Versicherungsaufsichtsgesetz or VAG) or substantially similar German regulatory provisions and has stated to the Investment Company in writing when investing in the Investment Company that it is making the investment with a view to allocating the Shares to its restricted assets in the meaning of Section 54 of the VAG or the respective applicable equivalent asset class (a German Insurance Company), may, before and after the end of the Drawdown Period, effect a Transfer of Shares without the consent of the General Partner, and without being subject to the General Partner's veto, to any Well-Informed Investor that is an insurance company with legal seat within the EEA, provided that such Transfer by a German Insurance Company does not

(i) cause the Investment Company to be dissolved;

(ii) violate any applicable law and in particular the SICAR Law or any term of the Articles;

(iii) cause the classification of the Investment Company as "a publicly traded partnership" under the US Internal Revenue Code of 1986 and the regulations thereunder;

(iv) cause the assets of the Investment Company to be deemed "plan assets" for purposes of the United States Department of Labor Regulations, 29 C.F.R. §2510.3-101;

(v) cause the Investment Company to register as an investment company under the United States Investment Company Act.

A German Insurance Company may transfer Shares only with the prior written consent of such German Insurance Company's trustee (Treuänder) appointed pursuant to Section 70 of the German Insurance Supervisory Act, or his authorised representative.

**Art. 15. Audited and Unaudited NAV.** Both Audited and Unaudited NAV of the Investment Company shall be determined as often as the General Partner may think useful, but in no event less than twice per year, namely once as at 31 March, at which date the Audited NAV will be determined and once as at 30 September, at which date the Unaudited NAV will be determined (each such date a Valuation Date).

The NAV is the fair value (juste valeur) of the Investment Company as determined in accordance herewith. The NAV will be expressed in Euro and shall be determined by the General Partner on the basis of the valuation of the underlying assets of the Investment Company on each Valuation Date by aggregating the value of all assets and deducting all liabilities of the Investment Company.

The NAV per Share on a fully diluted basis on a Valuation Date shall be determined as set forth in the Offering Memorandum. In particular, the General Partner shall take into account the International Private Equity and Venture Capital Valuation Guidelines (the IPEVCVG) published by the European Private Equity and Venture Capital Association (EVCA), the British Venture Capital Association (BVCA) and the French Venture Capital Association (AFIC) in March 2005 and adopted since then by numerous venture capital associations as well as by the International Limited Partners Association. The fair valuation methodology applied by the General Partner may deviate from the IPEVCVG, e.g., if due to the specific nature and characteristics of Obermark's or a Portfolio Company's business model, such deviation may result in a better determination of the NAV. The valuation methodology adopted by the General Partner shall be used consistently. The fair value of each of the Portfolio Companies shall be reviewed at each Valuation Date and adjusted where necessary.

(a) Assets.

(1) The assets of the Investment Company shall be deemed to include:

(aa) all cash on hand or on deposit, which may be held on an accessory and temporary basis, including any interest accrued thereon;

(bb) all bills and demand notes and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered), which may be held on an accessory and temporary basis;

(cc) all bonds, time notes, shares, stocks, debenture stocks, subscription rights, warrants, and other investments and securities owned or contracted for by the Investment Company;

(dd) all stocks, stock dividends, cash dividends, cash distributions receivable by the Investment Company to the extent information thereon is reasonably available to the Investment Company;

(ee) all interest accrued on any interest bearing securities owned by the Investment Company, except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such security;

(ff) the Initial Management Fee insofar as the same has not been fully amortised; and

(gg) all other assets of every kind and nature, including expenses paid in advance.

(2) For the avoidance of doubt:

(aa) until they are called, Uncalled Capital Commitments shall not be taken into consideration as an asset;

(bb) Distribution Amounts shall not be taken into consideration as an asset from the date of payment;

(3) The valuation of such assets shall be calculated in the following manner, in each case in accordance with article 5.3 of the SICAR Law, using internationally recognised valuation methodologies:

(aa) the value of any cash on hand or on deposit, bills, demand notes and accounts receivables, prepaid expenses, dividends and interests matured but not yet received shall be represented by the par value of these assets except, however, if it appears that such value is unlikely to be received. In the latter case, the value shall be determined by deducting a certain amount to reflect the true value of these assets;

(bb) the value of transferable securities listed or dealt in on a regulated market which operates regularly and is recognised and open to the public is based on the latest available price and if such transferable security is dealt in on several markets, on the basis of the latest available price on the main market for such security. If the latest available price is not representative, the value will be assessed on the basis of the foreseeable realisation value which shall be estimated prudently and in good faith by the General Partner;

(cc) the securities not quoted or dealt in on a stock exchange or a regulated market operating regularly shall be assessed on the basis of their foreseeable realisation value which shall be estimated prudently and in good faith by the General Partner;

(dd) all investments, cash balances and other assets of the Investment Company not expressed in Euro shall be valued taking into account the bid spot exchange rate prevailing at the Valuation Date for determination of the NAV; and

(ee) all other assets shall be assessed on the basis of the foreseeable realisation value which shall be estimated prudently and in good faith by the General Partner.

(b) Liabilities.

(1) The liabilities of the Investment Company shall be deemed to include:

(aa) all loans, bills and accounts payable;

(bb) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property;

(cc) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Date, as determined from time to time by the Investment Company, and other reserves, if any, authorised and approved by the General Partner; and

(dd) all other liabilities of the Investment Company of whatsoever kind and nature as set forth in further detail in the Offering Memorandum.

(2) In determining the amount of such liabilities, the Investment Company shall take into account all accrued and unpaid Investment Company Expenses and Management Fee as defined in the Offering Memorandum, from the date they become due and payable and until they are paid. The Investment Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance and may accrue the same in equal proportions over any such period.

(c) For the purpose of this Article 15, effect shall be given on any Valuation Date to any purchases or sales of securities contracted for by the Investment Company on such Valuation Date, to the extent practicable.

**Art. 16. Suspension.** The General Partner may temporarily suspend the calculation of the NAV during:

(a) any period when, in the reasonable opinion of the General Partner, a fair valuation of the assets of the Investment Company is not practicable for reasons beyond the control of the Investment Company; or

(b) any period when any of the principal stock exchanges on which a substantial proportion of the Investments of the Investment Company are quoted are closed (otherwise than for ordinary holidays), or during which dealings thereon are restricted or suspended; or

(c) the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which valuation of assets owned by the Investment Company would be impractical; or

(d) any breakdown in, or restriction in the use of, the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the Portfolio Companies; or

(e) any breakdown in, or restriction in the use of, the means of communication normally employed in determining the market price of Investments that are quoted on a stock exchange or other regulated market.

**Art. 17. Redemption of Shares.** Shares shall be redeemed in accordance with the terms set forth in the Offering Memorandum.

All redeemed Shares may at the General Partner's discretion be cancelled or kept as treasury stock up to an amount not exceeding 10 % of the share capital of the Investment Company. For the avoidance of doubt, Shares shall not be deemed outstanding for as long as they are kept as treasury stock.

**Art. 18. Manager of the Investment Company.** The Investment Company will be managed by the General Partner in its capacity as managing general partner ("associé gérant commandité") of the Investment Company. Neither the Shareholders nor the holder(s) of the Beneficiary Share(s) may participate or interfere in the management of the Investment Company.

The Investment Company shall pay to the General Partner a Management Fee half yearly in advance as set forth in the Offering Memorandum. The mandate of the General Partner may be terminated as set forth in the Offering Memorandum.

**Art. 19. Power.** Unless otherwise provided by the 1915 Law or by these Articles, the General Partner shall have the broadest powers to perform all acts of administration and disposition of the Investment Company's assets. All powers not expressly reserved to the General Meeting by the 1915 Law or the Offering Documents shall be exercised by the General Partner.

In particular, subject to the restrictions contained in the Offering Documents and the 1915 Law, the General Partner shall have the broadest powers to implement Obermark's investment strategy, as well as the course of conduct of the management and business affairs of the Investment Company and to manage the Investments for the account of the Investment Company with a view to achieving the investment strategy. The General Partner shall have complete discretion and full power, authority and right to represent and bind the Investment Company.

Investments of the Investment Company may be made either directly or indirectly through subsidiaries, as the General Partner may decide case by case. Reference in these Articles to "investments" and "assets" shall mean, either, investments made and assets held directly, or investments made and assets held indirectly by the aforementioned subsidiaries, as appropriate.

The Shareholders shall refrain from acting on behalf of the Investment Company in any manner or capacity other than by exercising their rights as Shareholders in General Meetings.

**Art. 20. Delegation of Power.** The General Partner may from time to time and under its responsibility sub-delegate its power to perform specific tasks to one or more agent(s). In particular, the General Partner may, from time to time, appoint one or more advisory committees and delegate certain of its functions to such committees.

The General Partner will determine the powers, duties and remuneration (if any) of its agent(s) and/or committees, the duration of their appointment and any other relevant conditions to their appointment as set forth in further detail in the Offering Memorandum.

**Art. 21. Conflicts Of Interest.** Before effecting any envisaged transaction between (A) the Investment Company on the one hand, and (B) the General Partner, Principals, the Adviser, Shareholders or Affiliates of any of the persons mentioned in this sub clause (B) on the other hand (the Conflict Of Interest), the General Partner shall consult with the Advisory Board (provided that any Advisory Board member that is a representative of a conflicted party shall be excluded from discussions in relation thereto), except that no consultation with the Advisory Board shall be required in respect of any transactions explicitly contemplated by the Offering Documents, including transactions between the Investment Company and the holder(s) of the Beneficiary Share(s) relating to the issuance of Performance Participation Shares or Claw Back as such transactions shall not constitute Conflicts Of Interest.

**Art. 22. Signature.** The Investment Company shall be bound by the sole signature of the General Partner acting through (i) its board of managers (with full power of sub-delegation), or (ii) one or more of its other duly authorised signatories, or (iii) such person(s) to which such power has been delegated.

**Art. 23. Indemnification.** None of the General Partner, the Adviser, the Advisory Board, the Investment Committee, Obermark Value, the Portfolio Companies and the portfolio companies of any Parallel Investment Vehicle, their respective Affiliates, or the directors, officers, partners, members, shareholders, employees or agents of each of them (each an Indemnified Person) will be liable towards the Investment Company or the Shareholders for any act or omission of such person relating to the Investment Company, except for any such act or omission constituting gross negligence, fraud, wilful misconduct or reckless disregard of the duties by such Indemnified Person. The Investment Company will indemnify each Indemnified Person against all claims, damages, liabilities, costs and expenses, including legal fees, to which they may be or become subject by reason of their activities on behalf of or in connection with the Obermark Group, except to the extent that such claims, damages, liabilities, costs or expenses are determined to have resulted from such person's own gross negligence, fraud, wilful misconduct or reckless disregard of duties.

**Art. 24. General Meetings of Shareholders.** The decisions of the Shareholders are taken by resolutions passed at General Meetings held at a time and place specified in the notice of the meeting. Each General Meeting shall represent the entire body of Shareholders of the Investment Company. The resolutions passed at General Meetings shall be binding upon all Shareholders. Each Shareholder may participate in any General Meeting in person or by proxy, by tele- or

videoconference (provided such participation allows their identification). Such means of communication shall have to satisfy technical characteristics which ensure an effective participation in the General Meeting and whose deliberations shall be online without interruption. Shareholders participating via such means of communication shall be deemed present for the calculation of the quorum and majority.

General Meetings are convened and chaired by the General Partner. The General Partner may convene General Meetings as often as necessary or when requested by Shareholders owning at least 10 % of the issued and outstanding capital of the Investment Company. If all Shareholders are present or represented at the General Meeting and state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

The General Partner may determine all other conditions that must be fulfilled by the Shareholders for them to take part in any General Meeting. Any Shareholder may act at any General Meeting by appointing in writing or by fax another person, who need not be Shareholder, as its proxy. Shareholders may also participate in any General Meeting by correspondence voting. Correspondence voting shall be made on the basis of a voting form prepared by the General Partner indicating the exact agenda items of the General Meeting each time followed by a "yes" or "no" voting block. Voting forms without any indication of a vote shall be void. For the calculation of the quorum only those voting forms which have been received by the Investment Company three Business Days before the General Meeting shall be taken into account.

One General Meeting shall be held annually at the registered office of the Investment Company or elsewhere as may be specified in the notice of meeting at 12:00 noon on the last Tuesday of each month of August, and for the first time on Tuesday July 6th, 2010 (the Annual Meeting). If this day is not a Business Day, the Annual Meeting shall be held on the first following Business Day.

Unless otherwise provided for in the Offering Documents or the 1915 Law, Shareholders' resolutions are adopted as follows:

(a) At General Meetings, resolutions are validly passed by the vote of Shareholders representing a simple majority of the Shares present or represented at such General Meeting validly convened and quorate in accordance with these Articles and the 1915 Law.

(b) Shareholders' resolutions to amend the Articles require a vote of Shareholders representing at least two thirds of the votes cast and, if such resolutions are to be passed at a General Meeting, the agenda must indicate the proposed amendments to these Articles and, where applicable, the text of those amendments which concern the company purpose or the legal form of the Investment Company. A General Meeting shall not validly deliberate upon an amendment of the Articles unless a quorum of at least one half of the share capital is present or represented (including for the avoidance of doubt by voting forms). If this condition is not satisfied, a second meeting may be convened by the General Partner by means of a registered letter sent twice at fifteen days interval at least and the second sent at least fifteen days before the meeting. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous General Meeting. The second General Meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented.

(c) Shareholders' resolutions to change the nationality of the Investment Company require the unanimous vote of all Shareholders.

(d) Unless otherwise provided for, the consent of the General Partner is required for any Shareholders' resolution to be validly adopted.

**Art. 25. Financial Year.** The Investment Company's financial year begins on 1 April and ends on 31 March of the following year.

**Art. 26. Annual Report.** Each year, the General Partner will draw up the Annual Report of the Investment Company. The Annual Report shall be approved by the Annual Meeting upon proposal of the General Partner. The Annual Report shall be expressed in Euro.

**Art. 27. Independent Audit.** The accounting information as contained in the Annual Report shall be audited by the Auditor, an independent auditor qualifying as a "réviseur d'entreprises agréé". The Auditor shall be remunerated by the Investment Company and shall remain in office until its successor is appointed. The Auditor shall fulfil all duties prescribed by the SICAR Law. The Auditor may only be removed by the General Partner on serious grounds or as provided for in the Offering Memorandum.

**Art. 28. Distributions.** Distributions shall be payable by the Investment Company if and when declared by the General Partner as set forth in more detail in the Offering Documents. No distribution may be made, if after the declaration of such Distribution the NAV of the Investment Company would fall below EUR 1,000,000 (one million Euro).

**Art. 29. Performance Allocation Rules.** Performance allocations shall be made in accordance with the Performance Allocation Rules set out in the Offering Memorandum. The holder(s) of the Beneficiary Share(s) shall, subject to certain conditions, be entitled to a Performance Participation as set out in the Offering Memorandum.

**Art. 30. Custodian.** The Investment Company shall enter into a Custodian Agreement with a financial institution, which shall satisfy the requirements of the SICAR Law. The Custodian shall assume towards the Investment Company, the General Partner, the holder(s) of the Beneficiary Share(s) and the Shareholders the responsibilities set out in the SICAR Law (notably in article 8 and 9 of the SICAR Law), the Custodian Agreement and any other applicable law. Notably, the

Custodian shall hold the Investment Company's assets in the name and on behalf of the Investment Company. The Custodian shall assume the liability, and be responsible in accordance with Luxembourg law and regulations and with the Custodian Agreement, for the safekeeping of all the assets of the Investment Company. The Custodian Agreement may be terminated upon three months' prior written notice.

The Custodian will receive an annual fee out of the net assets of the Investment Company, payable quarterly in arrears, which fee shall be determined from time to time by agreement between the Investment Company and the Custodian and calculated in accordance with usual banking practice in Luxembourg for the provision of similar services.

In case of termination of the Custodian Agreement, the Investment Company must appoint a new custodian within two months which will assume the responsibilities, duties and obligations of the Custodian as set forth in the Custodian Agreement, subject to the approval of the CSSF. The Custodian is required to use its best endeavours to preserve the interests of the Shareholders until the appointment of a new custodian which shall take place within two months as of the termination. Moreover, the duties of the Custodian shall continue thereafter for such period as may be necessary to allow the transfer of all assets of the Investment Company from the Custodian to the succeeding custodian.

**Art. 31. Dissolution.** The Investment Company may (i) be voluntarily dissolved and liquidated by a resolution passed with the vote of Shareholders representing more than 90 % of the issued and outstanding Shares, such resolution not requiring the consent of the General Partner (the No Fault Dissolution Vote), or (ii) be dissolved and liquidated as set out in the Offering Memorandum.

**Art. 32. Unwind Mandate.** If the Investment Company is dissolved and liquidated by a No Fault Dissolution Vote pursuant to Article 31(i), the General Partner shall carry out an unwind mandate, unless the No Fault Dissolution Vote provides otherwise. Such unwind mandate shall require that all Investments of the Investment Company be realised and the Investment Company be liquidated with a maximum cash flow benefit for Shareholders within a maximum period of 5 years from the date of the No Fault Dissolution Vote (the Unwind Mandate). At the end of such 5-year period, any unrealised Portfolio Companies shall be transferred to Shareholders in specie (in the case of ERISA Shareholders, subject to certain limitations as may be necessary in order to ensure compliance with ERISA). For the avoidance of doubt, during the Unwind Mandate the Performance Allocation Rules shall continue to apply.

If the Investment Company is dissolved pursuant to Article 31(ii), the provisions set forth in the Offering Memorandum apply.

**Art. 33. Applicable Law.** In case no specific provision is made in these Articles, reference is made to the provisions of the 1915 Law and the SICAR Law.

**Art. 34. Definitions and Interpretation.** In these Articles, unless inconsistent with the context or otherwise defined, the following expressions shall have the following meaning:

"1915 Law": the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

"3-Month Euribor": the Euro Interbank Offered Rate per annum for 3-month deposits in Euro, as published by Reuters on pages "EURIBOR=", or other recognised publicly available source, at 11:00 A.M., Central European Time, on the relevant date, or any successor interbank offer rate for 3-month deposits in Euro.

"Adviser": Obermark AG, a joint stock company established in Zug, Switzerland, which shall act as adviser to the General Partner for the ultimate benefit of the Investment Company.

"Advisory Board": the advisory board advising the Investment Company, the members of which are appointed by the General Partner and the majority of which shall be representatives of the Shareholders.

"Affiliate(s)": in respect of any specified person, (i) a person that directly or indirectly, through one or more intermediaries, controls, is controlled by, or is under common control with, the person specified, provided that Obermark Value, the Portfolio Companies and the portfolio companies of any Parallel Investment Vehicle shall not be deemed to be Affiliates of the Investment Company, the General Partner, the Principals, the Adviser or the Shareholders, and (ii) in the case of a natural person, such person's spouse, parents, siblings, siblings' spouses, aunts, uncles, nieces, nephews and grandparents. For purposes of the definition of Affiliates, the term "control" and its cognate expressions means (a) the direct or indirect ownership of more than 50 % of the equity interests (or interest convertible or exchangeable into equity interests) in a person or (b) the possession of the direct or indirect right to vote in excess of 50 % of the voting rights or elect more than 50 % of the board of directors or other governing body of a person (whether by ownership of interests, contract or otherwise).

"Aggregate Capital Commitments": shall at any time be equal to the aggregate amount of Capital Commitments actually made by investors.

"Aggregate Capital Contributions": on a given date, the sum of all Capital Contributions made to the Investment Company up to and including that date in respect of Initial Shares issued and outstanding on that date.

"Annual Meeting": as defined in Article 24.

"Annual Report": the annual report of the Investment Company which must include the audited NAV, a balance sheet or a statement of assets and liabilities, an income and expenditure account for the Financial Year, a report on the activities of the past financial year, as well as any significant information enabling investors to make an informed judgment on the development of the activities and the results of the Investment Company.

"Articles": as defined in the Preamble.

"Audited NAV": the fair value (juste valeur) of the Investment Company determined in accordance with Article 15, audited by the Auditor and approved by the General Meeting.

"Audited NAV Per Share": as defined in the Offering Memorandum.

"Auditor": the independent auditor to the Investment Company appointed in accordance with article 27 of the SICAR Law or any other or successor auditor to it appointed by the General Partner.

"Beneficiary Share(s)": the beneficiary share(s) (parts bénéficiaires) without par value, not representing a portion of the share capital of the Investment Company, subscribed by one or more Affiliates of the General Partner, and entitling their holder(s) to the payment of the Performance Participation.

"Business Day": a day on which banks and other financial institutions are open for business (other than Saturdays, Sundays and public holidays) in Luxembourg.

"Capital Commitment": the sum of the amounts committed to the Investment Company by an investor at one or several Closing Date(s).

"Capital Contributions": the Capital Commitments drawn down and paid to the Investment Company.

"Capital Increase": as defined in Article 9.

"Claw Back": as defined in the Offering Memorandum.

"Closing Date": the Initial Closing Date, each Subsequent Closing Date and the Final Closing Date.

"Conflict Of Interest": as defined in Article 21.

"CSSF": means the Commission de surveillance du secteur financier, the supervisory authority of the Luxembourg financial sector.

"Custodian": means the custodian bank appointed in accordance with article 8 of the SICAR Law or any successor custodian thereto.

"Custodian Agreement": the agreement between the Investment Company and the Custodian as amended, supplemented or otherwise modified from time to time.

"Default Rate" and "Defaulting Shareholder": as defined in Article 10.

"Distribution": any distribution to Shareholders, provided that the payment of Performance Participation does not constitute a Distribution.

"Distribution Amount": the amount of a Distribution paid.

"Drawdown Date" and "Drawdown Notice": as defined in Article 8.

"Drawdown Period": the period commencing on the Initial Closing Date and ending at the earliest of (i) the fourth anniversary of the Final Closing Date, subject to possible extensions by the General Partner for two additional 1-year periods, each such extension subject to the approval of the Advisory Board, or (ii) the Aggregate Capital Commitments having been drawn down in full, or (iii) the date of the First Capital Increase taking effect.

"ERISA": the United States Employee Retirement Income Security Act of 1974, as amended.

"ERISA Shareholders": Shareholders that are subject to ERISA.

"EU": the European Union.

"Euro or EUR": the currency of the member states of the EU that have adopted the single currency in accordance with the Treaty establishing the European Community (signed in Rome 1957) as amended by the Treaty on European Union (signed in Maastricht on 7 February 1992).

"Expenses": all costs, fees, out-of-pocket expenses, including VAT or other charges thereon.

"Final Closing Date": the final closing date for subscriptions for Shares, as determined by the General Partner and occurring not later than eighteen (18) months from the Initial Closing Date.

"Financial Year": the financial year of the Investment Company being the 12-month period ending on 31 March of each year.

"First Capital Increase": as defined in Article 9.

"Fully Diluted Shares": as defined in the Offering Memorandum.

"General Meeting": a general meeting of Shareholders.

"General Partner": as defined in the Preamble.

"German Insurance Company": as defined in Article 14.

"Hurdle": as defined in the Offering Memorandum.

"Indemnified Person": as defined in Article 23.

"Initial Closing": the initial acceptance by the General Partner of Subscription Agreements from investors during the initial offer period; the initial offer period will start as of the date of registration of the Investment Company on the official SICAR list maintained by the CSSF and will end on the date when the General Partner resolves to organise the Initial Closing.

"Initial Closing Date": the date of the Initial Closing.

"Initial Management Fee": the lump sum payment, which the Investment Company is required to pay to the General Partner, corresponding to 1 % of the respective Capital Commitments subscribed to at the Initial Closing Date, each of the Subsequent Closing Dates and the Final Closing Date.

"Initial Portfolio Companies": the companies that the Investment Company will invest in using the Aggregate Capital Commitments made up to and at the Final Closing Date.

"Initial Share": as defined in Article 8.

"Investment": means any investment made directly or indirectly by the Investment Company.

"Investment Committee": the investment committee of the Investment Company consisting of three or more individuals, which is set up by the General Partner as more fully described in the Offering Memorandum.

"Investment Company" as defined in the Preamble.

"Investment Company Expenses": all Expenses reasonably incurred in connection with the operation and administration of the Investment Company.

"IPEVCGV": as defined in Article 15.

"Management Fee": the annual management fee to be paid by the Investment Company to the General Partner half-yearly in advance (based on the Financial Year) as more fully described in the Offering Memorandum.

"Management Share": the unlimited management share without par value in the Investment Company subscribed and held by the General Partner.

"NAV": either the Unaudited NAV or the Audited NAV, as the case may be.

"Net Aggregate Capital Contributions": means on a given date, Aggregate Capital Contributions, reduced by the aggregate Distribution Amounts paid as of such date in respect of Initial Shares issued and outstanding on that date.

"New Portfolio Companies": the additional portfolio companies that the Investment Company will invest in using (i) dividends paid out by, or cash flow otherwise received from, existing Portfolio Companies; (ii) partial or total realisation proceeds from the sale of existing Portfolio Companies; (iii) proceeds from other temporary investments (e.g., money market investments); (iv) any other funds then available to the Investment Company; and (v) capital increases effected after the Final Closing Date, if any.

"No Fault Dissolution Vote": as defined in Article 31.

"Notices": as defined in the Offering Memorandum.

"Obermark": either the General Partner, the Investment Company and Obermark Value, collectively, or any of them separately, as the context requires.

"Obermark Group": the Investment Company, the General Partner, Obermark Value, the Adviser and all their direct or indirect subsidiaries (as well as any company, which shares responsibility for the day to day management and control of the business conducted within the Obermark group of companies and which is owned or controlled by a Principal, but excluding Portfolio Companies).

"Obermark Value": Obermark Value, a Luxembourg société à responsabilité limitée, being a 100 % subsidiary of the Investment Company.

"Offering Documents": means these Articles and the Offering Memorandum relating to the offering of Shares.

"Offering Memorandum": the offering memorandum relating to the Investment Company, including any supplement thereto, as amended or restated from time to time.

"Parallel Investment Vehicle": any parallel investment vehicle organised by the General Partner in order to accommodate tax, regulatory or other requirements of potential investors; any such Parallel Investment Vehicle shall be structured in the way and under the jurisdiction as deemed appropriate by the General Partner and shall generally invest in parallel with the Investment Company on substantially similar terms and conditions, subject to such tax, regulatory and other requirements.

"Performance Allocation Rules": the rules according to which the allocation of profit and capital appreciation between the holders of Shares and the holder(s) of the Beneficiary Share(s) is determined with respect to a Reference Date, including the Hurdle test and the rules for the determination of the amount of Performance Participation actually payable.

"Performance Participation": with respect to a Reference Date, the participation in the profits and capital appreciation of the Investment Company which is allocated and actually paid to the holder(s) of the Beneficiary Share(s) according to the Performance Allocation Rules.

"Performance Participation Shares": as defined in the Offering Memorandum.

"Portfolio Companies": the Initial Portfolio Companies together with the New Portfolio Companies.

"Principals": as defined in the Offering Memorandum.

"Redemption Period" and "Redemption Request": as defined in the Offering Memorandum.

"Reference Date(s)": as defined in the Offering Memorandum.

"Register": as defined in Article 12.

"Registrar, Transfer and Paying Agent": the registrar, transfer and paying agent appointed as the registrar, transfer and paying agent of the Investment Company pursuant to an agreement, or any successor.

"Shareholder": a holder of a Share as registered in the Register.

"Shares": the ordinary shares without par value issued by the Investment Company.

"SICAR": société d'investissement en capital à risque (investment company in risk capital).

"SICAR Law": the Luxembourg law of 15 June 2004, on the investment company in risk capital, as amended from time to time.

"Subsequent Capital Increase": as defined in Article 9.

"Subsequent Closings": closings which may occur after the Initial Closing at the discretion of the General Partner but no later than on the Final Closing Date.

"Subsequent Closing Date": the date of the relevant Subsequent Closing.

"Transfer", "Transferee" and "Transferor": as defined in Article 14.

"Unaudited NAV": the unaudited fair value (juste valeur) of the Investment Company.

"Uncalled Capital Commitments": the Capital Commitments available to be drawn down from Shareholders.

"Unwind Mandate": as defined in Article 32.

"VAG": the German Insurance Supervisory Act (Versicherungsaufsichtsgesetz).

"Valuation Date": as defined in Article 15.

"Well-Informed Investor(s)": means a well-informed investor as defined under article 2 of the SICAR Law.

References to Articles are to the articles of these Articles.

Words importing gender include each gender.

References to persons include bodies corporate, firms and unincorporated associations.

The singular includes the plural and vice versa.

Headings of Articles are included for convenience only and do not affect their interpretation.

References to all or any part of any statute or statutory instrument include any statutory amendment, modification or re-enactment in force from time to time and references to any statute include any statutory instrument or regulations made under it.

Any reference to the Investment Company, the General Partner, the Custodian or the Registrar, Transfer and Paying Agent includes a reference to its or their duly authorised agents or delegates.

#### *Transitional measures*

Exceptionally, the first financial year shall begin on the date hereof and end on March 31st, 2010 and the first Annual Meeting shall be held on July 6th, 2010.

#### *Subscription and payment*

The shares in the Investment Company have been subscribed as follows:

- 1- Obermark, prenamed: one (1) Management Share
- 2- Dr. Peter Sewing, prenamed: fifteen thousand five hundred (15,500) Shares
- 3- Mr Hagen Schulte, prenamed: fifteen thousand four hundred and ninety-nine (15,499) Shares
- 4- Rigi Pilatus Limited, prenamed: one (1) Beneficiary Share

Total: one (1) Management Share, thirty thousand nine hundred and ninety-nine (30,999) Shares and one (1) Beneficiary Share.

The Shares and the Management Share have been fully paid up by payment in cash, so that the amount of thirty-one thousand euro (EUR 31,000) is as of now at the free disposal of the Investment Company, evidence of which has been given to the undersigned notary. Beneficiary Shares do not participate in the share capital.

#### *Estimate of formation expenses*

The appearing parties declare that the expenses, costs and fees or charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Investment Company as a result of its formation amount approximately to two thousand five hundred euro (EUR 2,500).

#### *General meeting of shareholders*

The appearing parties, representing the entire subscribed share capital and considering themselves as having been duly convened, immediately proceeded to hold a general meeting of the shareholders of the Investment Company.

Having first verified that it was regularly constituted, they have passed the following resolutions by unanimous vote:

- 1) That Obermark, a private limited liability company, having its registered office at 6, rue Dicks, L-1417 Luxembourg, is appointed as managing general partner of the Investment Company for an undetermined period of time.
- 2) That the address of the registered office of the Investment Company is set at 2, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a German version. On request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder appearing, known to the notary by surname, Christian name, civil status and residence, the said proxy holder signed together with the notary the present deed.

### **Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangegangenen Textes:**

Am neunten Tag des Monats Januar, im Jahr zweitausendundneun.

Vor dem unterzeichnenden Notar Martine SCHAEFFER mit Amtssitz in Luxemburg.

Sind erschienen:

1) Obermark (die Geschäftsführende Komplementärin), eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, gegründet unter luxemburgischem Recht, mit Sitz in 6, rue Dicks, L -1417 Luxemburg, eingetragen im luxemburgischen Handelsregister unter der Nummer B 134.998;

2) Dr. Peter Sewing, Manager, geboren am 27. März 1962, in Koblenz, Deutschland, mit Geschäftsadresse Obermark GmbH, Beethovenstraße 12-16, 60325 Frankfurt am Main, Deutschland;

3) Herr Hagen Schulte, Manager, geboren am 2. März 1970, in Telgte, Deutschland, wohnhaft Lüssiweg 37, 6300 Zug, Schweiz; und

4) Rigi Pilatus Limited, eine "non-cellular company limited by shares", gegründet nach Guernsey Recht mit Sitz in Manor Place, St Peter Port, Guernsey, GY1 4EW, eingetragen beim "register of commerce and companies" von Guernsey unter der Nummer 49886.

Alle vier hier vertreten durch Herrn Christian Steinmetz, Rechtsanwalt, geschäftsansässig in Luxemburg Stadt, aufgrund von Vollmachten gegeben am 17. Dezember 2008, bzw. 6. Januar 2009.

Diese Vollmachten bleiben, nach Unterzeichnung "ne varietur" durch den Bevollmächtigten, handelnd für und im Namen der vertretenen Personen, und den unterzeichnenden Notar, der vorliegenden Urkunde beigefügt und werden gleichzeitig mit derselben zur Registrierung eingereicht.

Die erschienenen Parteien baten den Notar, die folgende Satzung (nachfolgend die Satzung) einer Kommanditgesellschaft auf Aktien (société en commandite par actions), (die Investmentgesellschaft), deren Gründung die anwesenden Parteien genehmigt haben, zu beurkunden:

**Art. 1. Form.** Zwischen der Geschäftsführenden Komplementärin, dem Inhaber der Vorzugsaktie und den Aktieninhabern sowie allen Personen, die in Zukunft Inhaber von Vorzugsaktien oder Aktien werden, wird eine Gesellschaft in Form einer société en commandite par actions, organisiert als société d'investissement en capital à risque, welche den Regelungen insbesondere des 1915 Gesetzes und des SICAR Gesetzes sowie der vorliegenden Satzung unterliegt, gegründet.

**Art. 2. Name.** Der Name der Investmentgesellschaft lautet "Obermark (SCA) SICAR".

**Art. 3. Gesellschaftszweck.** Gegenstand der Investmentgesellschaft ist das Einwerben von Kapital von Investoren und die Investition der Vermögenswerte der Investmentgesellschaft in Wertpapiere und weitere Anlagegegenstände, die Risikokapital im weitestmöglichen Sinne des Artikels 1 des SICAR Gesetzes darstellen, um den Aktionären und den Inhabern der Vorzugsaktie(n) den Nutzen aus der Verwaltung ihrer Vermögenswerte, unter Berücksichtigung der Risiken, welche sie in diesem Zusammenhang eingehen, zukommen zu lassen. Die Investmentgesellschaft wurde insbesondere gegründet, um Mehrheitsbeteiligungen oder einflußgebende Minderheitsbeteiligungen an Gesellschaften zu erwerben. Obermarks Anlageziele, die Strategie, die Richtlinien und Beschränkungen werden ausführlicher im "Offering Memorandum" beschrieben.

Die Investmentgesellschaft kann außerdem jedes finanzielle, gewerbliche oder sonstige Geschäft abschließen, fördern oder an diesem teilnehmen, und kann insbesondere, und unbeschränkt, einer Portfoliogesellschaft oder einer anderen Gesellschaft, die mit der Investmentgesellschaft in irgendeiner Weise verbunden ist, oder jeder einzelnen der bereits erwähnten Portfoliogesellschaften, an welchen die Investmentgesellschaft ein unmittelbares oder mittelbares finanzielles Interesse hat, jede Unterstützung, Kredit, Vorschuß oder Garantie bewilligen; sie kann Kredit aufnehmen oder auf sonstige Weise Geld beschaffen und die Rückzahlung geliehener Gelder absichern; insbesondere kann die Investmentgesellschaft auch Kredite bei Drittparteien, den Aktionären und bei dem (den) Inhaber(n) der Vorzugsaktie(n) für sich selbst oder ihre Portfoliogesellschaften zur Finanzierung, bzw. den Vollzug eines Erwerbs oder zur Refinanzierung einer Investition oder zur Deckung ihrer Aufwendungen aufnehmen.

Zudem kann die Investmentgesellschaft jede gewerbliche, technische und finanzielle Maßnahme ergreifen, die im direkten oder indirekten Zusammenhang mit den oben beschriebenen Angelegenheiten steht, um den Gesellschaftszweck in vollem Umfang, soweit im Rahmen des SICAR Gesetzes erlaubt, umzusetzen.

**Art. 4. Sitz der Gesellschaft.** Der eingetragene Sitz der Investmentgesellschaft befindet sich in der Stadt Luxemburg im Großherzogtum Luxemburg. Durch Beschluß der Geschäftsführenden Komplementärin kann dieser an einen anderen Ort innerhalb der Stadt Luxemburg verlegt werden. Durch Beschluß der Hauptversammlung kann der Gesellschaftssitz auch an jeden anderen Ort des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden, allerdings nicht ins Ausland, sofern nicht innerhalb der vorliegenden Satzung anderweitig vorgesehen.

Die Investmentgesellschaft darf Büros, Zweigniederlassungen (gleich ob vorübergehend oder dauerhaft) oder Tochtergesellschaften sowohl in Luxemburg als auch im Ausland unterhalten bzw. errichten.

**Art. 5. Dauer.** Die Investmentgesellschaft ist auf unbestimmte Dauer gegründet und kann unter bestimmten im "Offering Memorandum" genannten Umständen beendet werden. Die Laufzeit der Investmentgesellschaft endet nicht aufgrund des Todes, dem Verlust der Rechtsfähigkeit, der Zahlungsunfähigkeit oder der Insolvenz der Geschäftsführenden Komplementärin, eines Aktionärs oder des / der Inhaber(s) der Vorzugsaktie(n).

**Art. 6. Haftung.** Die Geschäftsführende Komplementärin haftet für alle Verbindlichkeiten, die nicht aus dem Vermögen der Investmentgesellschaft erfüllt werden können. Die Aktionäre haften nur bis zur Höhe ihrer jeweiligen Kapitaleinlageverpflichtungen.

**Art. 7. Gesellschaftskapital.** Zum Zeitpunkt der Gründung beträgt das Gesellschaftskapital der Investmentgesellschaft einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000), aufgeteilt in eine (1) Managementaktie und dreißigtausendneuhundert-neunundneunzig (30.999) Aktien. Der Ausgabepreis pro Aktie und für die Managementaktie beträgt jeweils ein Euro (EUR 1) und ist jeweils voll einbezahlt. Bruchteile von Aktien werden nicht ausgeben.

Die Investmentgesellschaft wird an ihrem Gründungsdatum eine (1) Vorzugsaktie ausgeben. Die Geschäftsführende Komplementärin ist, wie im "Offering Memorandum" dargestellt, dazu berechtigt, nach eigenem Ermessen bis zu neunundneunzig (99) zusätzliche Vorzugsaktien auszugeben.

Das Gesellschaftskapital der Investmentgesellschaft ist variabel und muß zu jedem Zeitpunkt dem "net asset value", ermittelt in Übereinstimmung mit Artikel 15 dieser Satzung, entsprechen. Das Mindestkapital der Investmentgesellschaft, welches innerhalb einer Frist von zwölf (12) Monaten nach dem Datum, zu dem die Investmentgesellschaft durch die CSSF als SICAR zugelassen wurde, erreicht sein muß, beträgt eine Million Euro (EUR 1.000.000), wie vom SICAR Gesetz verlangt.

**Art. 8. Aufnahme von Aktionären; Kapitaleinlageverpflichtungen; Abrufe.** Sofern nicht anderweitig in den "Offering Documents" geregelt, kann die Geschäftsführende Komplementärin neue Investoren aufnehmen oder bereits bestehenden Investoren erlauben, ihre Investition in die Investmentgesellschaft bis zum Letzten Closing Datum in Übereinstimmung mit den Bestimmungen und Bedingungen des "Offering Memorandum" zu erhöhen. Sofern nicht anderweitig im "Offering Memorandum" vereinbart, ist die Geschäftsführende Komplementärin berechtigt, zusätzliche Aktien bis zur Erreichung des Betrags der Aggregierten Kapitaleinlageverpflichtungen auszugeben. Zu jedem beliebigen Datum wird jede bis zum und einschließlich des jüngsten Abrufstichtag(s) ausgegebene und an diesem beliebigen Datum noch ausstehende Aktie als Erstaktie bezeichnet.

Nicht Abgerufene Kapitaleinlageverpflichtungen werden während der Ziehungsperiode in der Höhe und zu den Zeitpunkten abgerufen, die es der Investmentgesellschaft ermöglichen, Investitionen zu tätigen und die Erste Managementgebühr, die Aufwendungen der Investmentgesellschaft sowie die Managementgebühr zu zahlen.

Abrufe bei den Aktionären werden pro rata zu ihren jeweiligen Nicht Abgerufenen Kapitaleinlageverpflichtungen in Übereinstimmung mit den im "Offering Memorandum" genannten Bestimmungen und Bedingungen vorgenommen. Jeder Abruf wird den Aktionären mindestens 10 Geschäftstage im Voraus angezeigt (die Abrufanzeige). Abrufanzeigen werden von der Geschäftsführenden Komplementärin nur in Eurobeträgen ausgestellt. Für jeden Abruf gilt das in der jeweiligen Abrufanzeige angegebene Fälligkeitsdatum (Abrufdatum) als das Datum, ab welchem Zinsen berechnet werden, sofern solche anfallen oder zur Ermittlung der "Hurdle" gemäß "Offering Documents" anzuwenden sind. Nach Eingang des in der Abrufanzeige für einen Aktionär angezeigten Betrags bei der Depotbank wird die Investmentgesellschaft die entsprechende Anzahl an Aktien an diesen Aktionär ausgeben. Sämtliche Aktien werden voll einbezahlt ausgegeben.

**Art. 9. Kapitalerhöhungen.** Ab dem Ende der Ziehungsperiode oder nachdem 85 % der Aggregierten Kapitaleinlageverpflichtungen abgerufen wurden, je nachdem welcher Zeitpunkt früher eintritt, und vorausgesetzt, daß die "Hurdle" am Ende des letzten Geschäftsjahres erreicht oder übertroffen wurde, darf die Geschäftsführende Komplementärin beschließen, daß das Gesellschaftskapital der Investmentgesellschaft durch die Aufnahme neuer Aktionäre oder durch Erhöhung des Aktieneigentums seitens der bereits bestehenden Aktionäre erhöht wird (die Erste Kapitalerhöhung).

Die Anzahl der Aktien, die anlässlich der Ersten Kapitalerhöhung ausgegeben werden dürfen, beträgt bis zu maximal 50 % der unmittelbar vor der Ausgabe neuer Aktien anlässlich der Ersten Kapitalerhöhung ausgegebenen und ausstehenden "Fully Diluted Shares", vorausgesetzt, daß bei der Gesamtanzahl der Aktien solche Aktien nicht zu berücksichtigen sind, die aufgrund eines "Claw Back" an einem früheren Referenzdatum gelöscht wurden oder noch zu löschen sind.

Vorbehaltlich anderer Bestimmungen in den "Offering Documents" gelten für Aktien, die anlässlich der Ersten Kapitalerhöhung oder anlässlich nachfolgender Kapitalerhöhungen (jeweils eine Nachfolgende Kapitalerhöhung; die Erste Kapitalerhöhung sowie jede Nachfolgende Kapitalerhöhung werden als Kapitalerhöhung bezeichnet) ausgegeben werden, die gleichen Bestimmungen wie für die bereits vor der jeweiligen Kapitalerhöhung bestehenden Aktien.

Der Preis pro Aktie, zu welchem neue Aktien bei der Ersten Kapitalerhöhung ausgegeben werden, darf nicht weniger als der letzte vor der Ersten Kapitalerhöhung Geprüfte NAV pro Aktie betragen.

Die Geschäftsführende Komplementärin ist zur Durchführung einer Nachfolgenden Kapitalerhöhung ermächtigt, es sei denn, Aktionäre, welche mindestens 10 % der ausgegebenen und ausstehenden Anteile repräsentieren, verlangen innerhalb einer Frist von 30 Tagen nach Vorabanzeige der Bestimmungen einer vorgesehenen Nachfolgenden Kapitalerhöhung die Einberufung einer Hauptversammlung, so daß die geplante Nachfolgende Kapitalerhöhung vorab der Hauptversammlung zur Genehmigung vorgelegt werden muß. Bei einer solchen Hauptversammlung muß die geplante Nachfolgende Kapitalerhöhung durch einen Mehrheitsbeschluß der anwesenden oder vertretenen Aktionäre genehmigt werden.

Anläßlich einer Kapitalerhöhung steht den Aktionären ein nicht übertragbares vorrangiges Zeichnungsrecht zu, welches nicht unterdrückt werden darf. Dieses vorrangige Zeichnungsrecht darf nur innerhalb einer Frist von 3 Wochen, nachdem die vorgesehene Kapitalerhöhung bei den Aktionären angezeigt wurde, ausgeübt werden. Die anläßlich einer Kapitalerhöhung gezeichneten Aktien müssen bei ihrer Ausgabe voll einbezahlt sein.

**Art. 10. Säumiger Aktionär.** Kommt ein Aktionär auch nur anteilig seinen Kapitaleinlageverpflichtungen trotz Fälligkeit nicht nach (ein Säumiger Aktionär), so muß er an die Investmentgesellschaft auf den ausstehenden Betrag Zinsen in Höhe von 8 % über dem 3-Monats-Euribor, welcher am Abrufdatum festgestellt wurde, oder falls dieser am Abrufdatum nicht festgestellt wurde, des am darauffolgenden Geschäftstages festgestellten Satzes, per annum und mit jährlicher Aufzinsung (der Verzugszins), ab dem Abrufdatum bis zum Tag der tatsächlichen Zahlung entrichten und muß die Investmentgesellschaft bezüglich aller ihr im Zusammenhang mit dem Verzug entstandenen Gebühren und Kosten freistellen.

Zudem hat die Geschäftsführende Komplementärin ab der Benachrichtigung des Säumigen Aktionärs das Recht, jedes einzelne oder mehrere der nachfolgenden Rechtsmittel auszuüben:

- (a) die Aufhebung sämtlicher Abstimmungsrechte des Säumigen Aktionärs;
- (b) Abruf aller noch ausstehenden Nicht Abgerufenen Kapitaleinlageverpflichtungen des Säumigen Aktionärs zwecks Zahlung auf ein Anderkonto, welches von der Depotbank verwaltet wird (zum Zwecke der Berechnung der Netto-Aggregierten Kapitaleinlagen wird diese Zahlung nicht als Kapitaleinlage betrachtet, sondern die Kapitaleinlagen dieses Aktionärs werden als pro rata und an denselben Abrufdaten stattfindend betrachtet, wie die Kapitaleinlagen der anderen Aktionäre); falls der Säumige Aktionär diesem Abruf nicht Folge leistet, werden auf die Gesamtsumme des ausstehenden Betrages Verzugszinsen fällig;
- (c) Rücknahme der Aktien des Säumigen Aktionärs mit einem Abschlag in Höhe von 15 % des jüngsten Geprüften NAV;
- (d) Angebot an die bestehenden nicht säumigen Aktionäre mit der Möglichkeit der Erhöhung ihres Aktienanteils an der Investmentgesellschaft durch Ankauf ihres jeweiligen pro rata Anteils an den Aktien des Säumigen Aktionärs, einschließlich aller damit verbundenen Rechte und Pflichten, zu einem Preis in Höhe von 85 % des jüngsten Geprüften NAV; und
- (e) die Ausübung jedweden Rechtsmittels, welches nach anwendbarem Recht verfügbar ist.

**Art. 11. Aktionäre.** Die Aktien können nur von Sachkundigen Investoren, wie in Artikel 2 des SICAR Gesetzes definiert, gehalten werden.

Vorbehaltlich der in Artikel 14 dargelegten besonderen Übertragungsbestimmungen für Deutsche Versicherungsgesellschaften, hat die Geschäftsführende Komplementärin das Recht zur Auferlegung derjenigen Beschränkungen, die sie für erforderlich hält um sicherzustellen, daß Aktien der Investmentgesellschaft nicht angeboten werden an, oder erworben oder gehalten werden von, (a) eine(r) Person, die gegen die Satzung, das "Offering Memorandum", das Recht oder die Auflagen eines Landes oder einer staatlichen Behörde verstößt, oder (b) eine(r) Person unter solchen Umständen, die nach Auffassung der Geschäftsführenden Komplementärin Steuerverpflichtungen oder andere Nachteile für die Investmentgesellschaft zur Folge hätten, welche ansonsten nicht entstünden oder erlitten würden.

Für diese Zwecke kann die Geschäftsführende Komplementärin:

- (a) ablehnen, eine Aktie auszugeben, und die Eintragung einer Übertragung einer Aktie verweigern, wenn es ihr scheint, daß eine solche Ausgabe oder Eintragung einer Übertragung dazu führen würde oder könnte, daß die Aktie in das rechtmäßige oder wirtschaftliche Eigentum einer Person gelangt, welche vom Besitz von Aktien der Investmentgesellschaft ausgeschlossen ist;
- (b) zu jedem Zeitpunkt von einer Person, deren Name im Aktienregister eingetragen ist oder werden soll, verlangen, ihr diejenigen weiteren Informationen vorzulegen, belegt durch die Vorlage einer eidesstattlichen Erklärung, die sie zum Zwecke der Feststellung darüber für notwendig erachtet, ob die Aktien eines Aktionärs sich im rechtmäßigen oder wirtschaftlichen Eigentum einer Person befinden oder befinden werden, welche vom Besitz von Aktien der Investmentgesellschaft ausgeschlossen ist; und
- (c) die Investmentgesellschaft verpflichten, alle von einem Aktionär gehaltenen Aktien gemäß Artikel 17 der vorliegenden Satzung zurückzukaufen, wenn die Geschäftsführende Komplementärin der Ansicht ist, daß eine Person, die vom Besitz von Aktien der Investmentgesellschaft ausgeschlossen ist, rechtmäßiger oder wirtschaftlicher Eigentümer von Aktien ist oder sich diese aus anderen Gründen in seinem Besitz befinden.

**Art. 12. Form der Aktien / Aktienregister.** Die Aktien werden nur als Namensaktien ausgegeben. Sämtliche von der Investmentgesellschaft ausgegebene Aktien müssen in das Aktienregister (das Aktienregister) eingetragen werden, welches bei der Registrierungs-, Übertragungs- und Zahlstelle verwaltet wird. Das Aktienregister beinhaltet den Namen und die Adresse eines jeden Aktionärs sowie die Anzahl der von ihm gehaltenen Aktien und, soweit anwendbar, das Datum ihrer Übertragung. Jede Übertragung muß gegenüber der Geschäftsführenden Komplementärin im Einklang mit den Bestimmungen von Artikel 1690 des Luxemburger Zivilgesetzbuches angezeigt werden. Die Übertragung des Eigentums wird erst mit der Eintragung ins Aktienregister wirksam.

Die Eintragung des Namens des Aktionärs in das Aktienregister beweist das ihm zustehende Eigentumsrecht an den in seinem Namen eingetragenen Aktien. Jeder Aktionär erhält eine schriftliche Benachrichtigung über seinen Anteil an den Aktien der Investmentgesellschaft. Zertifikate, welche die Aktien verkörpern, werden nur auf schriftliche Anforderung bei Registrierungs-, Übertragungs- und Zahlstelle erstellt.

Ein Aktionär kann die im Aktienregister eingetragene Adresse zu jedem Zeitpunkt auf dem Wege einer schriftlichen Benachrichtigung an den Sitz der Investmentgesellschaft, oder an eine sonstige von der Investmentgesellschaft von Zeit zu Zeit mitgeteilte Adresse, ändern.

Die Aktien sind in Bezug auf die Investmentgesellschaft, die nur einen Eigentümer pro Aktie anerkennt, unteilbar.

**Art. 13. Abstimmungsrecht.** Jede Aktie berechtigt ihren Inhaber zu einer Stimme. Die Managementaktie und die Vorzugsaktie(n) sind nicht mit Stimmrechten ausgestattet. Soweit nicht anderweitig in den "Offering Documents" geregelt, ist die Zustimmung der Geschäftsführenden Komplementärin zur rechtmäßigen Annahme eines Aktionärsbeschlusses erforderlich.

**Art. 14. Übertragung der Managementaktie, der Vorzugsaktie(n) und der Aktien**

(a) Die Managementaktie

Die Managementaktie, welche von der Geschäftsführenden Komplementärin gehalten wird, kann nur im Zusammenhang mit einem Austausch der Geschäftsführenden Komplementärin übertragen werden.

(b) Vorzugsaktie(n)

Die Vorzugsaktie(n) darf (dürfen) nur an einen oder mehrere "Principals" oder an eine oder mehrere Verbundene Person(en) der Geschäftsführenden Komplementärin übertragen werden, jeweils soweit anwendbar.

(c) Weitere Übertragungen

Ein Aktionär darf sämtliche oder nur einen Teil seiner Aktien einschließlich der Nicht Abgerufenen Kapitaleinlageverpflichtungen (jeweils eine Übertragung) an oder zugunsten jedweder Partei, die sich als Qualifizierter Investor qualifiziert (ein Empfänger), verkaufen, schenken, zedieren oder übertragen (jeweils eine Übertragende Partei), vorausgesetzt, daß eine Übertragung vor dem Ende der Ziehungsperiode schriftlich von der Geschäftsführenden Komplementärin genehmigt wird. Die Genehmigung darf von der Geschäftsführenden Komplementärin nicht unbillig verweigert werden.

Nach dem Ende der Ziehungsperiode können Aktien unbeschränkt übertragen werden, außer daß die Geschäftsführende Komplementärin vorgesehene Übertragungen untersagen darf, wenn:

(i) die Geschäftsführende Komplementärin nach billigem Ermessen die Auffassung vertritt, daß die Übertragung zur Auflösung der Investmentgesellschaft führen würde;

(ii) die Geschäftsführende Komplementärin der Auffassung ist, daß die Übertragung gegen anwendbares Recht, insbesondere gegen das SICAR Gesetz oder eine Bestimmung der "Offering Documents" verstoßen könnte oder die Investmentgesellschaft oder einen Aktionär sonstigen nachteiligen steuerlichen, rechtlichen oder regulatorischen Konsequenzen aussetzen würde;

(iii) die Geschäftsführende Komplementärin der Auffassung ist, daß der Empfänger ein Wettbewerber der Investmentgesellschaft, des Beraters oder deren Verbundenen Personen ist oder über unangemessene Kreditwürdigkeit verfügt;

(iv) die Geschäftsführende Komplementärin nach billigem Ermessen feststellt, daß dies erforderlich ist, um (a) der Investmentgesellschaft zu ermöglichen, sich auf den "safe harbour" im Sinne von Abschnitt 1.7704-1 der "U.S. Treasury Regulation" berufen zu können, oder um auf sonstigem Wege die Klassifizierung als "publicly traded partnership" im Sinne des "US Internal Revenue Code" von 1986 und den damit verbundenen Regelungen zu vermeiden, (b) sicherzustellen, daß die Vermögenswerte der Investmentgesellschaft nicht für Zwecke der United States Department of Labor Regulations, 29 C.F.R. § 2510.3-101 als "plan assets" erachtet werden oder (c) zu vermeiden, daß die Investmentgesellschaft als eine "investment company" nach dem "United States Investment Company Act" registriert werden muß.

Jede Übertragung muß der Geschäftsführenden Komplementärin angezeigt werden und wird erst mit der Eintragung des Empfängers in das Aktienregister wirksam. Bis zum Ende der Ziehungsperiode können Aktien nur in Verbindung mit den korrespondierenden Nicht Abgerufenen Kapitaleinlageverpflichtungen übertragen werden.

Ein Aktionär, welcher dem deutschen Versicherungsaufsichtsgesetz (VAG) oder vergleichbaren deutschen Regelungen unterliegt und im Zeitpunkt der Beteiligung an der Investmentgesellschaft gegenüber dieser schriftlich erklärt hat, daß er die Beteiligung mit der Absicht, diese dem gebundenen Vermögen im Sinne von § 54 des VAG oder der jeweiligen vergleichbaren Anlageklasse zuzuordnen, vornimmt (eine Deutsche Versicherungsgesellschaft), darf, sowohl vor als auch nach dem Ende der Ziehungsperiode, seine Aktien ohne die Zustimmung der Geschäftsführenden Komplementärin und ohne sich dessen Vetorecht unterwerfen zu müssen, an einen Qualifizierten Investor übertragen, wenn dieser gleichzeitig

eine Versicherungsgesellschaft mit Sitz im Europäischen Wirtschaftsraum (EEA) ist, vorausgesetzt, daß eine solche Übertragung durch eine Versicherungsgesellschaft nicht:

- (i) bewirkt, daß die Investmentgesellschaft aufgelöst wird;
- (ii) anwendbares Recht und insbesondere das SICAR Gesetz oder eine Regelung dieser Satzung verletzt;
- (iii) die Klassifizierung der Investmentgesellschaft als "publicly traded partnership" im Sinne des "US Internal Revenue Code" von 1986 und den damit verbundenen Regelungen bewirkt;
- (iv) bewirkt, daß die Vermögenswerte der Investmentgesellschaft für Zwecke der "United States Department of Labor Regulations, 29 C.F.R. § 2510.3-101" als "plan assets" erachtet werden;
- (v) bewirkt, daß die Investmentgesellschaft als eine "investment company" nach dem "United States Investment Company Act" registriert werden muß.

Eine Deutsche Versicherungsgesellschaft darf Aktien nur nach vorheriger schriftlicher Zustimmung durch den Treuhänder dieser Deutschen Versicherungsgesellschaft, welcher gemäß § 70 des deutschen Versicherungsgesetzes bestellt wurde, oder durch dessen bevollmächtigten Stellvertreter übertragen.

**Art. 15. Geprüfter und Ungeprüfter NAV.** Die Ermittlung des Geprüften als auch des Ungeprüften NAV der Investmentgesellschaft erfolgt so oft, wie es die Geschäftsführende Komplementärin als sinnvoll erachtet, jedoch in keinem Fall seltener als zweimal pro Jahr, nämlich per 31. März, zu dem der Geprüfte NAV festgestellt wird und per 30. September, zu dem der Ungeprüfte NAV ermittelt wird (jedes solches Datum ein Bewertungsstichtag).

Der NAV stellt den "fair value" (juste valeur) der Investmentgesellschaft dar und wird wie hier dargestellt ermittelt. Die Darstellung des NAV erfolgt in Euro und wird von der Geschäftsführenden Komplementärin auf Grundlage der Bewertung des zugrunde liegenden Vermögens der Investmentgesellschaft zu jedem Bewertungsstichtag durch Aggregieren des jeweiligen Wertes aller Vermögenswerte und Subtraktion aller Verbindlichkeiten der Investmentgesellschaft berechnet.

Der NAV pro Aktie wird auf einer "fully diluted"-Basis am Bewertungsstichtag gemäß den Bestimmungen im "Offering Memorandum" festgesetzt. Insbesondere wird die Geschäftsführende Komplementärin die Richtlinien der "International Private Equity and Venture Capital Guidelines" (die IPEVCG), veröffentlicht von der "European Private Equity and Venture Capital Association" (die EVCA), der "British Venture Capital Association" (die BVCA), und der "French Venture Capital Association" (die AFIC) im März 2005 und seither von zahlreichen "venture capital"-Vereinigungen sowie von der "International Limited Partners Association" übernommen, berücksichtigen. Die von der Geschäftsführenden Komplementärin angewendete "fair value"-Bewertungsmethodik darf von den IPEVCG abweichen, beispielsweise wenn aufgrund des spezifischen Charakters des Geschäftsmodells der Obermark oder einer Portfoliogesellschaft eine solche Abweichung eine besser geeignete Berechnung des NAV ermöglicht. Die von der Geschäftsführenden Komplementärin gewählte Bewertungsmethodik muß einheitlich umgesetzt werden. Der "fair value" jeder einzelnen Portfoliogesellschaft muß zu jedem Bewertungsstichtag überprüft, und soweit notwendig, angepaßt werden.

(a) Aktiva.

(1) Die Aktiva der Investmentgesellschaft beinhalten:

- (aa) sämtliche verfügbaren Barbestände, Kontoguthaben bei Geldinstituten und Geldmarktanlagen, welche auch auf akzessorischer und temporärer Basis gehalten werden dürfen, inklusive der darauf aufgelaufenen Zinsen;
- (bb) sämtliche kurzfristigen Forderungen (einschließlich der Erlöse aus verkauften aber noch nicht ausgehändigten Wertpapieren), welche auch auf akzessorischer und temporärer Basis gehalten werden dürfen;
- (cc) sämtliche Anleihen, zeitlich befristete Wechsel, Aktien, Lagerbestände, Pfandbriefe, Zeichnungsrechte, Optionscheine und sonstige Anlagen und Wertpapiere, welche im wirtschaftlichen Eigentum der Investmentgesellschaft stehen;
- (dd) sämtliche Aktien sowie Forderungen der Investmentgesellschaft aus Aktiendividenden, Gelddividenden, Geldauschüttungen, soweit nach billigem Ermessen diesbezügliche Informationen verfügbar sind;
- (ee) sämtliche aufgelaufene Zinsen aus festverzinslichen Wertpapieren im Besitz der Investmentgesellschaft, außer wenn diese bereits über den Nominalwert eines solchen Wertpapiers abgebildet sind;

(ff) die Erste Managementgebühr, sofern diese nicht voll amortisiert ist; und

(gg) sämtliche sonstige Vermögenswerte jedweder Art und jeglicher Natur, einschließlich vorausbezahlter Kosten.

(2) Zur Vermeidung von Zweifelsfällen sei klargestellt:

(aa) bis zu ihrem Abruf werden Nicht Abgerufene Kapitaleinlageverpflichtungen nicht als Vermögenswert berücksichtigt;

(bb) Ausschüttungsbeträge werden ab dem Tag ihrer Auszahlung nicht als Vermögenswert berücksichtigt;

(3) Die Bewertung dieser Aktiva wird in Übereinstimmung mit Artikel 5.3 des SICAR Gesetzes, unter Einbezug international anerkannter Bewertungsmethoden wie folgt bestimmt:

(aa) der Wert sämtlicher verfügbarer Barbestände, Kontoguthaben bei Geldinstituten und Geldmarktanlagen, sämtlicher kurzfristiger Forderungen, vorausbezahlter Kosten, Dividenden sowie fälliger aber noch nicht erhaltener Zinsen wird zum Nominalwert dieser Aktiva berücksichtigt, es sei denn, dieser Wert kann wahrscheinlich nicht realisiert werden. In diesem Fall erfolgt die Bewertung unter Berücksichtigung einer angemessenen Wertberichtigung, so daß nach deren Berücksichtigung der wahre Wert des Vermögensgegenstandes wiedergegeben wird;

(bb) der Wert von Effekten, welche an einem geregelten, regulär betriebenen, bekannten und öffentlichen Markt notiert sind und gehandelt werden, wird zum letzten verfügbaren Kurs, und wenn solche Effekte an mehreren Märkten gehandelt werden, zum letzten verfügbaren Kurs am Hauptmarkt, berücksichtigt. Falls der zuletzt verfügbare Kurs nicht repräsentativ sein sollte, wird der Wert auf Grundlage des voraussichtlichen Realisationswertes durch die Geschäftsführende Komplementärin unter Berücksichtigung von Treu und Glauben geschätzt;

(cc) der Wert der Wertpapiere, welche nicht an Börsen oder geregelten, regulär betriebenen Märkten notiert sind oder gehandelt werden, wird auf der Grundlage des voraussehbaren Veräußerungswertes durch die Geschäftsführende Komplementärin unter Berücksichtigung von Treu und Glauben geschätzt;

(dd) alle Anlagen, Bargeldbestände und andere Vermögenswerte der Investmentgesellschaft, welche nicht in Euro gehalten werden, sind unter Berücksichtigung des Devisenkassakurses am Bewertungsstichtag zur Festlegung der NAV zu bewerten; und

(ee) alle anderen Aktiva werden auf Grundlage des voraussichtlichen Veräußerungswertes durch die Geschäftsführende Komplementärin unter Berücksichtigung von Treu und Glauben geschätzt.

(b) Passiva.

(1) Die Passiva der Investmentgesellschaft beinhalten:

(aa) sämtliche Darlehen, fällige Wechselverbindlichkeiten und Kreditoren;

(bb) alle bekannten gegenwärtigen und zukünftigen Verbindlichkeiten, einschließlich fälliger Zahlungen in Geld oder Sachen auf Grundlage vertraglicher Verpflichtungen;

(cc) angemessene Rückstellungen für zukünftige Steuern im Hinblick auf das Vermögen und Einkommen zum Bewertungsstichtag gemäß der zu von Zeit zu Zeit durch die Investmentgesellschaft vorgenommenen Festsetzung und gegebenenfalls andere von der Geschäftsführenden Komplementärin zugelassene oder gebilligte Rückstellungen; und

(dd) alle anderen Verbindlichkeiten der Investmentgesellschaft jedweder Art und Natur, welche näher im "Offering Memorandum" dargestellt sind.

(2) Bei der Feststellung der Summe dieser Verbindlichkeiten sind alle entstandenen und noch nicht gezahlten Aufwendungen der Investmentgesellschaft und Managementgebühren entsprechend den Bestimmungen im "Offering Memorandum" vom Fälligkeitstag an bis zu ihrer Zahlung zu berücksichtigen. Die Investmentgesellschaft darf Verwaltungs- und sonstige Kosten regelmäßiger oder wiederkehrender Natur aufgrund eines geschätzten Betrags auf jährlicher oder sonstiger Basis ermitteln und diese entsprechend abgrenzen.

(c) Im Sinne dieses Artikel 15 ist jedem Kauf und Verkauf von Kapitalanlagen, zu welchem sich die Investmentgesellschaft bis zu einem Bewertungsstichtag vertraglich verpflichtet hat, zum jeweiligen Bewertungsstichtag der dann aktuelle Verkehrswert beizumessen, soweit praktikabel.

**Art. 16. Aussetzung.** Die Geschäftsführende Komplementärin ist befugt, die Ermittlung des NAV vorübergehend auszusetzen:

(a) wenn während eines Zeitraumes, nach mit billigem Ermessen erlangter Ansicht der Geschäftsführenden Komplementärin, die Ermittlung des "fair value" der Vermögenswerte der Investmentgesellschaft aus Gründen, welche außerhalb ihrer Kontrolle liegen, nicht praktikabel ist; oder

(b) wenn während eines Zeitraumes eine der maßgeblichen Börsen, an welcher ein wesentlicher Teil der Investitionen der Investmentgesellschaft notiert ist, geschlossen ist (außer aufgrund regulärer Feiertage) oder während welcher der dortige Handel beschränkt oder ausgesetzt ist; oder

(c) während Umstände vorliegen, die einen Notfall darstellen und dazu führen, daß die Bewertung der Vermögenswerte der Investmentgesellschaft nicht durchführbar ist; oder

(d) für die Dauer eines Ausfalles oder einer Beschränkung der Nutzbarkeit der üblicherweise zur Ermittlung des Preises oder des Wertes von Portfoliogesellschaften verwendeten Kommunikationsmittel; oder

(e) für die Dauer eines Ausfalles oder einer Beschränkung der Nutzbarkeit der üblicherweise zur Ermittlung des Marktpreises der Investitionen, welche an einer Börse oder einem sonstigen regulierten Markt notiert sind, verwendeten Kommunikationsmittel.

**Art. 17. Rücknahme von Aktien.** Die Rücknahme von Aktien erfolgt in Übereinstimmung mit den im "Offering Memorandum" dargestellten Bestimmungen.

Sämtliche zurückgenommenen Aktien dürfen im Ermessen der Geschäftsführenden Komplementärin gelöscht oder als eigene Aktien bis zu einem Betrag, welcher 10 % des Gesellschaftskapitals der Investmentgesellschaft nicht übersteigen darf, gehalten werden. Zur Vermeidung von Zweifelsfällen sei klargestellt, daß Aktien nicht als ausstehend zu betrachten sind, solange sie als eigene Aktien gehalten werden.

**Art. 18. Manager der Investmentgesellschaft.** Die Investmentgesellschaft wird durch die Geschäftsführende Komplementärin in ihrer Eigenschaft als persönlich haftende Gesellschafterin ("associé gérant commandité") der Investmentgesellschaft verwaltet. Weder die Aktionäre noch der (die) Inhaber der Vorzugsaktie(n) haben die Befugnis, an der Geschäftsführung der Investmentgesellschaft teilzunehmen oder in diese einzugreifen.

Die Investmentgesellschaft wird der Geschäftsführenden Komplementärin halbjährlich im Voraus die Managementgebühr gemäß den Bestimmungen im "Offering Memorandum" zahlen. Das Mandat der Geschäftsführenden Komplementärin kann gemäß den Bestimmungen im "Offering Memorandum" beendet werden.

**Art. 19. Vollmacht.** Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen des 1915 Gesetzes oder der vorliegenden Satzung ist die Geschäftsführende Komplementärin mit umfassenden Vollmachten zur Ausübung von Verwaltungstätigkeiten und Verfügungen über die Vermögenswerte der Investmentgesellschaft ausgestattet. Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich gemäß dem 1915 Gesetz oder den "Offering Documents" der Hauptversammlung vorbehalten sind, dürfen durch die Geschäftsführende Komplementärin ausgeübt werden.

Vorbehaltlich der im 1915 Gesetz oder den "Offering Documents" enthaltenen Einschränkungen ist die Geschäftsführende Komplementärin insbesondere mit umfassenden Vollmachten zur Implementierung von Obermarks Investitionsstrategie sowie zur Festlegung der Art der Geschäftsführung und der Geschäftstätigkeiten der Investmentgesellschaft sowie zum Management der Investitionen der Investmentgesellschaft mit dem Ziel der Umsetzung der Investmentstrategie ausgestattet. Es liegt vollumfänglich im Ermessen der Geschäftsführenden Komplementärin und sie verfügt über vollumfängliche Vollmachten, Befugnisse und Rechte, die Investmentgesellschaft zu vertreten und zu verpflichten.

Investitionen der Investmentgesellschaft dürfen entweder direkt oder indirekt über Tochtergesellschaften, wie von der Geschäftsführenden Komplementärin fallweise entschieden werden darf, getätigt werden. Verweise in der vorliegenden Satzung auf "Investitionen" oder "Vermögenswerte" beziehen sich, wie jeweils anwendbar, entweder auf direkt getätigte Investitionen und gehaltene Vermögenswerte oder indirekt über vorgenannte Tochtergesellschaften getätigte Investitionen und gehaltene Vermögenswerte.

Die Aktionäre haben es zu unterlassen, in irgendeiner Form oder irgendeiner Eigenschaft im Namen der Investmentgesellschaft zu handeln, als sich durch die Ausübung ihrer Rechte als Aktionäre bei Hauptversammlungen ergibt.

**Art. 20. Delegation der Vollmacht.** Die Geschäftsführende Komplementärin darf von Zeit zu Zeit und auf ihre Verantwortung ihre Vollmachten zur Durchführung spezifischer Aufgaben an einen oder mehrere Erfüllungsgehilfen delegieren. Insbesondere darf die Geschäftsführende Komplementärin von Zeit zu Zeit einen oder mehrere Beratungsausschüsse bzw. -ausschüsse ernennen und bestimmte ihrer Aufgaben an diese Ausschüsse delegieren.

Die Geschäftsführende Komplementärin bestimmt den Umfang der Befugnisse, Pflichten und der Vergütung (falls gegeben) ihres (ihrer) Erfüllungsgehilfen und / oder ihrer Ausschüsse, die Dauer ihrer Einsetzung und sonstige relevante Bedingungen im Zusammenhang mit der Einsetzung gemäß der näheren im "Offering Memorandum" enthaltenen Bestimmungen.

**Art. 21. Interessenkonflikt.** Vor der Durchführung geplanter Transaktionen zwischen (A) der Investmentgesellschaft auf der einen Seite, und (B) der Geschäftsführenden Komplementärin, "Principals", dem Berater, Aktionären oder Verbundenen Personen der in diesem Unterabschnitt benannten Personen auf der anderen Seite (der Interessenkonflikt), hat die Geschäftsführende Komplementärin sich mit dem Beirat zu beraten (vorausgesetzt, daß ein jedes Mitglied des Beirates, welches eine sich im Interessenkonflikt befindliche Partei vertritt, von mit besagtem Konflikt im Zusammenhang stehenden Besprechungen auszuschließen ist), außer daß eine Rücksprache mit dem Beirat im Zusammenhang mit allen Transaktionen, welche explizit in den "Offering Documents" in Betracht gezogen werden, einschließlich der Transaktionen zwischen der Investmentgesellschaft und dem (den) Inhaber(n) der Vorzugsaktie(n) bezüglich der Ausgabe von "Performance Participation"-Aktien oder "Claw Back", nicht notwendig ist, da solche Transaktionen keinen Interessenkonflikte begründen.

**Art. 22. Zeichnungsberechtigung.** Die Investmentgesellschaft verpflichtet sich einzig durch die Unterschrift der Geschäftsführenden Komplementärin, handelnd durch (i) ihre Geschäftsführung bzw. ihre Geschäftsführer (welchen das Recht zur Unterbevollmächtigung zusteht), oder (ii) einen oder mehrere seiner anderen wirksam autorisierten Unterschriftbevollmächtigten, oder (iii) solche Person(en), auf die eine solche Befugnis delegiert wurde.

**Art. 23. Freistellung.** Weder die Geschäftsführende Komplementärin, der Berater, der Beirat, der Investitionsausschuß, Obermark Value, die Portfoliogesellschaften sowie die Portfoliogesellschaften von Parallelen Investmentvehikeln, ihre jeweiligen Verbundenen Personen, oder die Geschäftsführer, leitenden Angestellten, Teilhaber, Mitglieder, Aktionäre, Angestellte noch die Erfüllungsgehilfen dieser Personen (jede eine Freigestellte Person) haften gegenüber der Investmentgesellschaft oder den Aktionären für jegliche Handlungen oder Unterlassungen in bezug auf die Investmentgesellschaft, außer im Falle einer Handlung oder Unterlassung, welche grobe Fahrlässigkeit, Betrug, vorsätzliches Fehlverhalten oder rücksichtslose Mißachtung ihrer Pflichten durch eine solche Freigestellte Person darstellt. Die Investmentgesellschaft wird jede Freigestellte Person von jeglichen Klagen, Schäden, Verbindlichkeiten, Kosten und Ausgaben, einschließlich juristischer Honorare und Gebühren, denen sie aufgrund der Ausübung einer Tätigkeit im Namen oder im Zusammenhang mit der Obermark Gruppe ausgesetzt ist oder sein wird, freistellen, es sei denn, diese Klagen, Schäden, Verbindlichkeiten, Kosten und Ausgaben sind auf die eigene grobe Fahrlässigkeit, Betrug, das vorsätzliche Fehlverhalten oder die rücksichtslose Mißachtung der Pflichten dieser Person zurückzuführen.

**Art. 24. Hauptversammlungen der Aktionäre.** Die Entscheidungen der Aktionäre werden durch Beschlüsse der Hauptversammlung getroffen, die zu einem Zeitpunkt und an einem Ort gemäß der Einladung zur Versammlung abgehalten wird. Jede Hauptversammlung vertritt das gesamte Aktionariat der Investmentgesellschaft. Die Beschlüsse, die auf Hauptver-

sammlungen gefaßt werden, sind für alle Aktionäre bindend. Jeder Aktionär darf, entweder persönlich oder durch einen Bevollmächtigten, über Tele- oder Videokonferenz (vorausgesetzt eine solche Teilnahme ermöglicht dessen Identifikation), an einer Hauptversammlung teilnehmen. Derartige Kommunikationsmittel müssen technischen Charakteristika genügen, die eine effektive Teilnahme an der Hauptversammlung sicherstellen, und zwar so, daß die Beratungen der so teilnehmenden Aktionäre ohne Unterbrechung übertragen werden können. Aktionäre, die auf diese Weise an einer Hauptversammlung teilnehmen, werden für die Errechnung des Quorums und der Mehrheit als anwesend betrachtet.

Hauptversammlungen werden von der Geschäftsführenden Komplementärin einberufen und sie hat den Vorsitz. Die Geschäftsführende Komplementärin darf Hauptversammlungen so oft wie nötig, oder auf Verlangen von Aktionären, die mindestens 10 % des ausgegebenen und ausstehenden Kapitals der Investmentgesellschaft repräsentieren, einberufen. Wenn alle Aktionäre, die bei der Hauptversammlung anwesend oder vertreten sind, bestätigen, daß sie ordnungsgemäß über die Tagesordnung der Versammlung informiert wurden, kann die Hauptversammlung ohne vorherige schriftliche Einladung zur Versammlung abgehalten werden.

Die Geschäftsführende Komplementärin kann alle sonstigen Bedingungen festlegen, die seitens der Aktionäre für die Teilnahme an einer Hauptversammlung erfüllt sein müssen. Jeder Aktionär kann an einer Hauptversammlung als handelnd auftreten, indem er schriftlich oder per Faksimile eine andere Person, die nicht Aktionär sein muß, als seinen Bevollmächtigten bestellt. Aktionäre können auch per Briefwahl an einer Hauptversammlung teilnehmen. Die Briefwahl muß auf Basis eines Abstimmungsformulars durchgeführt werden, welches von der Geschäftsführenden Komplementärin vorbereitet wird und das jeden einzelnen Tagesordnungspunkt enthalten muß, zu dem wiederum jeweils eine klar gekennzeichnete Ja / Nein Entscheidungsmöglichkeit gegeben sein muß. Abstimmungsformulare ohne Hinweise auf Stimtabgabe werden als nichtig betrachtet. Zur Ermittlung des Quorums werden nur solche Abstimmungsformulare berücksichtigt, welche die Investmentgesellschaft drei Geschäftstage vor der Hauptversammlung erhalten hat.

Jedes Jahr, jeweils am letzten Dienstag des Monats August, um 12 Uhr Mittags, wird eine Hauptversammlung am Sitz der Investmentgesellschaft oder an dem in der Einladung zur Versammlung genannten Ort abgehalten, und dies zum ersten Mal im Jahre 2010, am Dienstag den 6. Juli (die Jahreshauptversammlung). Sollte der hier vorgesehene Tag kein Geschäftstag sein, so wird die Jahreshauptversammlung am nächsten auf diesen Tag folgenden Geschäftstag abgehalten.

Falls in den "Offering Documents" oder dem 1915 Gesetz nicht anders vorgesehen, werden Aktionärsbeschlüsse wie folgt übernommen:

(a) Auf Hauptversammlungen werden Beschlüsse rechtskräftig gefaßt durch einfache Mehrheit der Stimmen anwesender oder vertretener Aktionäre auf der jeweiligen Hauptversammlung, sofern diese in Übereinstimmung mit der vorliegenden Satzung und dem 1915 Gesetz rechtskräftig einberufen wurde und beschlußfähig ist.

(b) Aktionärsbeschlüsse zur Abänderung der Satzung erfordern eine Zweidrittelmehrheit. Falls derartige Beschlüsse auf einer Hauptversammlung gefaßt werden sollen, muß die Tagesordnung die vorgeschlagenen Änderungen der betreffenden Artikel bzw. den Text der Änderungen, falls der Gesellschaftszweck oder die rechtliche Form der Investmentgesellschaft betroffen sind, angeben. Eine Hauptversammlung ist bezüglich einer Satzungsänderung nicht beschlußfähig, wenn kein Quorum von mindestens der Hälfte des Gesellschaftskapitals anwesend oder vertreten ist (einschließlich, um Zweifelsfälle auszuschließen, vertreten durch Abstimmungsformulare). Falls diese Bedingung nicht erfüllt ist, kann die Geschäftsführende Komplementärin eine zweite Versammlung einberufen, indem zweimal mit einem Mindestabstand von fünfzehn Tagen per Einschreiben, wobei das zweite Einschreiben spätestens fünfzehn Tage vor der Versammlung versendet werden muß, diese zweite Versammlung einberufen wird. Diese Einladung zur Hauptversammlung per Einschreiben muß sowohl die Tagesordnung als auch das Datum und das Resultat der vorangegangenen Hauptversammlung beinhalten. Die zweite Hauptversammlung ist, unabhängig vom vertretenen Kapital, beschlußfähig.

(c) Aktionärsbeschlüsse zur Sitzverlegung der Investmentgesellschaft ins Ausland müssen einstimmig gefaßt werden.

(d) Soweit nicht anders vorgesehen, ist die Zustimmung der Geschäftsführenden Komplementärin immer erforderlich, damit ein Aktionärsbeschluß rechtskräftig gefaßt werden kann.

**Art. 25. Geschäftsjahr.** Das Geschäftsjahr der Investmentgesellschaft beginnt am 01. April und endet am 31. März des darauffolgenden Jahres.

**Art. 26. Jahresbericht.** Die Geschäftsführende Komplementärin erstellt jährlich den Jahresbericht der Investmentgesellschaft. Der Jahresbericht ist auf Antrag der Geschäftsführenden Komplementärin von der Jahreshauptversammlung zu genehmigen. Die Berichterstattung des Jahresberichtes erfolgt in Euro.

**Art. 27. Unabhängige Abschlußprüfung.** Der Jahresbericht und die darin enthaltenen buchhalterischen Informationen werden durch den Wirtschaftsprüfer, einen unabhängigen und als "réviseur d'entreprises agréé" qualifizierten Wirtschaftsprüfer, geprüft. Der Wirtschaftsprüfer wird von der Investmentgesellschaft vergütet und übt seine Pflichten so lange aus, bis ein Nachfolger bestellt ist. Der Wirtschaftsprüfer hat alle im SICAR Gesetz vorgeschriebenen Pflichten zu erfüllen. Der Wirtschaftsprüfer darf ausschließlich aus wichtigem Grund oder gemäß den Bestimmungen des "Offering Memorandum" seines Amtes enthoben werden.

**Art. 28. Ausschüttungen.** Ausschüttungen werden von der Investmentgesellschaft vorgenommen, falls und wenn dies von der Geschäftsführenden Komplementärin wie näher in den "Offering Documents" dargelegt angezeigt wird. Es dürfen

keine Ausschüttungen vorgenommen werden, wenn nach Vornahme einer solchen Ausschüttung der NAV der Investmentgesellschaft unter EUR 1,000,000 (eine Million Euro) fallen würde.

**Art. 29. "Performance Allocation Rules".** "Performance allocations" erfolgen in Übereinstimmung mit den im "Offering Memorandum" festgelegten "Performance Allocation Rules". Der (die) Inhaber von Vorzugsaktie(n) haben, vorbehaltlich bestimmter Bedingungen, ein Anrecht auf "Performance Participation" gemäß den im "Offering Memorandum" dargestellten Bestimmungen.

**Art. 30. Depotbank.** Die Investmentgesellschaft schließt einen Depotbankvertrag mit einem Finanzinstitut ab, welches die Anforderungen des SICAR Gesetzes erfüllen muß. Die Depotbank übernimmt gegenüber der Investmentgesellschaft, der Geschäftsführenden Komplementärin, dem (den) Inhaber(n) der (von) Vorzugsaktie(n) und den Aktionären die im SICAR Gesetz (insbesondere in den Artikeln 8 und 9 des SICAR Gesetzes), dem Depotbankvertrag und nach sonstigen anzuwendendem Recht vorgesehenen Verpflichtungen. Die Depotbank wird insbesondere die Vermögenswerte der Investmentgesellschaft in deren Namen und zu deren Gunsten halten. Die Depotbank haftet, und ist verantwortlich gemäß den Luxemburger Gesetzen und regulatorischen Bestimmungen sowie dem Depotbankvertrag, für die sichere Verwahrung aller Vermögenswerte der Investmentgesellschaft. Der Depotbankvertrag kann mit einer dreimonatigen Kündigungsfrist schriftlich gekündigt werden.

Die Depotbank erhält eine jährliche Vergütung aus dem Nettovermögen der Investmentgesellschaft, zahlbar vierteljährlich zum Quartalsende, in ihrer Höhe von Zeit zu Zeit zwischen der Investmentgesellschaft und der Depotbank zu vereinbaren, errechnet in Übereinstimmung mit der in Luxemburg für Banken üblichen Gepflogenheiten bei Erbringung ähnlicher Dienstleistungen.

Im Falle der Kündigung des Depotbankvertrags muß die Investmentgesellschaft innerhalb von zwei Monaten eine neue Depotbank ernennen, welche die Verantwortlichkeiten, Pflichten und Verpflichtungen einer Depotbank gemäß den Ausführungen im Depotbankvertrag wahrnimmt, vorbehaltlich der Zustimmung hierzu seitens der CSSF. Die Depotbank ist verpflichtet, bis zur Ernennung der neuen Depotbank, welche innerhalb von zwei Monaten nach Kündigung des bisherigen Mandats stattfinden muß, die größtmöglichen Anstrengungen zur Wahrung der Interessen der Aktionäre zu unternehmen. Des Weiteren bestehen die Pflichten der gekündigten Depotbank für den Zeitraum fort, der für die Übertragung aller Vermögenswerte der Investmentgesellschaft von der gekündigten Depotbank zu nachfolgenden Depotbank notwendig ist.

**Art. 31. Auflösung.** Die Investmentgesellschaft kann (i) auf freiwilliger Basis und ohne, daß die Zustimmung der Geschäftsführenden Komplementärin dazu erforderlich wäre, durch diesbezüglichen Beschluß seitens der Aktionäre aufgelöst und liquidiert werden, wobei für die Beschlußfassung die Zustimmung der Stimmen von mehr als 90 % der ausgegebenen und ausstehenden Aktien erforderlich ist (die Abstimmung über eine Verschuldensunabhängige Auflösung), oder (ii) gemäß den Bestimmungen des "Offering Memorandum" aufgelöst und liquidiert werden.

**Art. 32. Auflösungsmandat.** Falls die Investmentgesellschaft aufgrund einer Abstimmung über die Verschuldensunabhängige Auflösung gemäß Artikel 31(i) aufgelöst und liquidiert wird, wird die Geschäftsführende Komplementärin das Auflösungsmandat übernehmen, es sei denn die Abstimmung über die Verschuldensunabhängige Auflösung sieht dies anders vor. Ein solches Auflösungsmandat setzt voraus, daß innerhalb eines Maximalzeitraumes von 5 Jahren ab dem Datum der Abstimmung über die Verschuldensunabhängige Auflösung alle Investitionen der Investmentgesellschaft veräußert werden und die Investmentgesellschaft mit dem maximalen "cash flow"-Gewinn für die Aktionäre liquidiert wird (das Auflösungsmandat). Am Ende dieses 5-Jahreszeitraums werden alle nicht veräußerten Portfoliogesellschaften in specie an die Aktionäre (im Falle von ERISA-Aktionären vorbehaltlich einiger Einschränkungen, die zur Sicherstellung der Einhaltung der ERISA-Bestimmungen notwendig sein können) übertragen. Um Zweifelsfälle auszuschließen, während des Auflösungsmandats finden die "Performance Allocation Rules" weiterhin Anwendung.

Falls die Investmentgesellschaft gemäß Artikel 31(ii) aufgelöst wird, sind die Bestimmungen des "Offering Memorandum" anzuwenden.

**Art. 33. Anwendbares Recht.** Sollte in der vorliegenden Satzung keine spezifische Regelung getroffen worden sein, wird auf die Regelungen des 1915 Gesetzes sowie des SICAR Gesetzes verwiesen.

**Art. 34. Definitionen und Interpretationen.** In der vorliegenden Satzung haben die folgenden Begriffe folgende Bedeutung, es sei denn, sie widersprechen dem Kontext oder sind auf andere Weise definiert:

"1915 Gesetz": das luxemburgische Gesetz über die Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 in der aktuell geltenden Fassung.

"3-Monats-Euribor": die Euro "Interbank Offered Rate" pro Jahr für Anlagen mit einer Laufzeit von drei Monaten in Euro, veröffentlicht von Reuters auf mit "EURIBOR=" gekennzeichneten Seiten oder in anderen anerkannten, öffentlich zugänglichen Quellen, für den relevanten Tag um 11.00 Uhr vormittags Zentraleuropäischer Zeit, oder jeder anerkannte Nachfolgereferenzzinssatz für Interbankenanlagen in Euro mit einer Laufzeit von drei Monaten.

"Berater": Obermark AG, eine in Zug, Schweiz ansässige Aktiengesellschaft, welche als Beraterin der Geschäftsführenden Komplementärin zugunsten der Investmentgesellschaft tätig ist.

"Beirat": der Beirat, welcher die Investmentgesellschaft berät und dessen Mitglieder von der Geschäftsführenden Komplementärin ernannt werden und der mehrheitlich aus Vertretern der Aktionäre besteht.

"Verbundene Personen": mit Bezug auf eine bestimmte Person, (i) eine Person, welche mittelbar oder unmittelbar, durch eine oder mehrere Mittelperson(en), diese bestimmte Person kontrolliert, von dieser kontrolliert wird oder mit dieser unter einer gemeinsamen Kontrolle steht, vorausgesetzt, daß Obermark Value, die Portfoliogesellschaften und Portfoliogesellschaften von Parallelen Investitionsvehikeln nicht als solche Verbundene Personen der Investmentgesellschaft, der Geschäftsführenden Komplementärin, der "Principals", des Beraters oder der Aktionäre, und (ii) im Falle einer natürlichen Person, der Ehegatte, die Eltern, Geschwister, die Ehegatten der Geschwister, Tanten, Onkel, Nichten, Neffen und Großeltern dieser natürlichen Person. Zum Zwecke der Definition der Verbundenen Personen bedeuten der Begriff "Kontrolle" und vergleichbare Begriffe das Recht auf (a) direktes oder indirektes Eigentum in Höhe von über 50 % am Eigenkapital (oder in eine Eigenkapitalbeteiligung umwandelbare oder umtauschbare Beteiligungen) einer Person oder (b) das Recht auf direkte oder indirekte Ausübung von über 50 % der Stimmrechte oder das Recht zur Wahl von mehr als 50 % der Geschäftsführung oder anderer leitender Organe einer Person (ob über die Inhaberschaft von Anteilen, auf vertraglicher Basis oder auf sonstige Weise).

"Aggregierte Kapitaleinlageverpflichtungen": entsprechen zu jedem Zeitpunkt der Gesamtsumme der Kapitaleinlageverpflichtungen, welche tatsächlich durch Investoren eingegangen wurden.

"Aggregierte Kapitaleinlagen": an einem gegebenen Datum jeweils die Summe aller Kapitaleinlagen, welche bis einschließlich diesem Datum bei der Investmentgesellschaft erfolgt sind, bezogen auf bis zu diesem Datum ausgegebene und ausstehende Erstaktien.

"Jahreshauptversammlung": hat die diesem Begriff in Artikel 24 zugewiesene Bedeutung.

"Jahresbericht": der jährlich erscheinende Bericht der Investmentgesellschaft, welcher den geprüften NAV, die Bilanz oder eine Auflistung der Aktiva und Passiva, eine Gewinn- und Verlustrechnung für das Geschäftsjahr, einen Bericht über die Geschäftstätigkeiten des vergangenen Geschäftsjahres sowie alle weiteren relevanten Angaben, die den Investoren die Beurteilung der Entwicklung der Tätigkeiten und Ergebnisse der Investmentgesellschaft ermöglichen, enthalten muß.

"Artikel": hat die diesem Begriff in der Präambel zugewiesene Bedeutung.

"Geprüfter NAV": der "fair value" (juste valeur) der Investmentgesellschaft, welcher sich in Übereinstimmung mit Artikel 15 bestimmt, geprüft durch den Wirtschaftsprüfer und genehmigt durch die Hauptversammlung.

"Geprüfter NAV pro Aktie": hat die diesem Begriff im "Offering Memorandum" zugewiesene Bedeutung.

"Wirtschaftsprüfer": ein unabhängiger Wirtschaftsprüfer der Investmentgesellschaft, ernannt in Übereinstimmung mit Artikel 27 des SICAR Gesetzes oder jeder andere oder nachfolgende, von der Geschäftsführenden Komplementärin ernannte, Wirtschaftsprüfer.

"Vorzugsaktie(n)": die Vorzugsaktie(n) (parts bénéficiaires) ohne Nennwert und nicht Bestandteil des Gesellschaftskapitals der Investmentgesellschaft, die durch einen oder mehrere Verbunde Personen der Geschäftsführenden Komplementärin gezeichnet werden und den (die) Inhaber zur Auszahlung der "Performance Participation" berechtigt (berechtigten).

"Geschäftstag": jeder Tag, an dem Banken und Finanzdienstleister in Luxemburg für Geschäfte geöffnet sind (ausgenommen Samstage, Sonntage und gesetzliche Feiertage).

"Kapitaleinlageverpflichtungen": die Summe der Beträge, zu der sich ein Investor an einem oder mehreren Closing Datum (Daten) an die Investmentgesellschaft zu leisten verpflichtet hat.

"Kapitaleinlagen": derjenige Teil der Kapitaleinlageverpflichtungen, welcher durch die Investmentgesellschaft zur Einzahlung abgerufen und dieser gegenüber eingezahlt wurde.

"Kapitalerhöhung": hat die diesem Begriff in Artikel 9 zugewiesene Bedeutung.

"Claw Back": hat die diesem Begriff im "Offering Memorandum" zugewiesene Bedeutung.

"Closing Datum": Das Erste Closing Datum, jedes Nachfolgende Closing Datum und das Letzte Closing Datum.

"Interessenkonflikt": hat die diesem Begriff in Artikel 21 zugewiesene Bedeutung.

"CSSF": bedeutet die Commission de surveillance du secteur financier, die Luxemburger Aufsichtsbehörde für den Finanzsektor.

"Depotbank": bedeutet die in Übereinstimmung mit Artikel 8 des SICAR Gesetzes ernannte Depotbank oder jede Nachfolgerin dieser Depotbank.

"Depotbankvertrag": der Vertrag zwischen der Investmentgesellschaft und der Depotbank in seiner berichtigten, ergänzten, oder sonst wie modifizierten Fassung.

"Verzugszins" und "Säumiger Aktionär": haben die diesen Begriffen in Artikel 10 zugewiesenen Bedeutungen.

"Ausschüttung": jede Ausschüttung an die Aktionäre, vorausgesetzt, daß die Zahlung der "Performance Participation" keine Ausschüttung darstellt.

"Ausschüttungsbetrag": der Betrag der gezahlten Ausschüttung.

"Abrufdatum" und "Abrufanzeige": haben die diesen Begriffen in Artikel 8 zugewiesenen Bedeutungen.

"Ziehungsperiode": der Zeitraum beginnend am Ersten Closing Datum und endend mit dem Zeitpunkt, der aus nachfolgend (i), (ii) oder (iii) zuerst eintritt: (i) am vierten Jahrestag des Letzten Closing Datums, vorbehaltlich der zweimal möglichen Verlängerung für einen Zeitraum von jeweils 1 Jahr durch die Geschäftsführende Komplementärin, wobei jede der zwei möglichen Verlängerungen vorbehaltlich der Zustimmung durch den Beirat ist, oder (ii) mit dem erfolgten Abruf

der Aggregierten Kapitaleinlageverpflichtungen in voller Höhe, oder (iii) am Tage des Inkrafttretens der Ersten Kapitalerhöhung.

"ERISA": der "United States Employee Retirement Income Security Act" von 1974 in seiner gültigen Fassung.

"ERISA-Aktionäre": Aktionäre gemäß ERISA.

"EU": die Europäische Union.

"Euro oder EUR": die Währung der Mitgliedstaaten der EU, welche eine einheitliche Währung gemäß dem Vertrag zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft (unterzeichnet 1957 in Rom), geändert durch den Vertrag über die Europäische Union (unterzeichnet in Maastricht am 07. Februar 1992), angenommen haben.

"Aufwendungen": alle Kosten, Abgaben, Spesen, einschließlich der Mehrwertsteuer oder anderer Zuschläge darauf.

"Letztes Closing Datum": das letzte "closing"-Datum für Zeichnungen von Aktien, welches von der Geschäftsführenden Komplementärin bestimmt wird und nicht später als achtzehn (18) Monate nach dem Ersten Closing Datum stattfindet.

"Geschäftsjahr": das zwölfmonatige Geschäftsjahr der Investmentgesellschaft, welches jährlich am 31. März endet.

"Erste Kapitalerhöhung": hat die diesem Begriff in Artikel 9 zugewiesene Bedeutung.

"Fully Diluted Shares": hat die diesem Begriff im "Offering Memorandum" zugewiesene Bedeutung.

"Hauptversammlung": eine Generalversammlung der Aktionäre.

"Geschäftsführende Komplementärin": hat die diesem Begriff in der Präambel zugewiesene Bedeutung.

"Deutsche Versicherungsgesellschaft": hat die diesem Begriff in Artikel 14 zugewiesene Bedeutung.

"Hurdle": hat die diesem Begriff im "Offering Memorandum" zugewiesene Bedeutung.

"Freigestellte Person": hat die diesem Begriff in Artikel 23 zugewiesene Bedeutung.

"Erstes Closing": die erste Gegenzeichnung von Zeichnungsverträgen mit Investoren durch die Geschäftsführende Komplementärin während des ersten Angebotszeitraumes; der erste Angebotszeitraum beginnt mit dem Datum der Registrierung der Investmentgesellschaft auf der offiziellen SICAR Liste, welche von der CSSF geführt wird, und endet an dem Datum, an welchem die Geschäftsführende Komplementärin das Erste Closing durchzuführen beschließt.

"Erstes Closing Datum": das Datum des Ersten Closing.

"Erste Managementgebühr": die Zahlung eines Pauschalbetrages, welchen die Investmentgesellschaft an die Geschäftsführende Komplementärin zu entrichten hat, und die 1 % der am Ersten Closing Datum, an jedem der Nachfolgenden Closing Daten und dem Letzen Closing Datum gezeichneten Kapitaleinlageverpflichtungen entspricht.

"Erste Portfoliogesellschaften": Gesellschaften, in welche die Investmentgesellschaft unter Nutzung der Aggregierten Kapitaleinlageverpflichtungen, die bis zum und mit dem Letzten Closing Datum eingegangen wurden, investieren wird.

"Erstaktie": hat die diesem Begriff in Artikel 8 zugewiesene Bedeutung.

"Investition": jede Investition, welche mittelbar oder unmittelbar durch die Investmentgesellschaft getätigt wird.

"Investitionsausschuß": der Investitionsausschuß der Investmentgesellschaft, bestehend aus drei oder mehr Personen, welcher wie genauer im "Offering Memorandum" dargelegt durch die Geschäftsführende Komplementärin eingesetzt wird.

"Investmentgesellschaft": hat die diesem Begriff in der Präambel zugewiesene Bedeutung.

"Aufwendungen der Investmentgesellschaft": alle Aufwendungen, welche nach billigem Ermessen im Zusammenhang mit der Tätigkeit und Verwaltung der Investmentgesellschaft entstehen.

"IPEVCG": hat die diesem Begriff in Artikel 15 zugewiesene Bedeutung.

"Managementgebühr": die jährliche, von der Investmentgesellschaft an die Geschäftsführende Komplementärin halbjährlich im Voraus (basierend auf dem Geschäftsjahr) zu zahlende Managementgebühr, so wie näher im "Offering Memorandum" beschrieben.

"Managementaktie": die unbeschränkte, nennwertlose Managementaktie der Investmentgesellschaft, gezeichnet und gehalten von der Geschäftsführenden Komplementärin.

"NAV": entweder der Ungeprüfte oder der Geprüfte NAV.

"Netto-Aggregierte Kapitaleinlagen": bedeutet an einem beliebigen Stichtag, bezogen auf die bis zu diesem Stichtag ausgegebenen und ausstehenden Erstaktien, die Aggregierten Kapitaleinlagen abzüglich der bis zu diesem Stichtag gezahlten Aggregierten Ausschüttungsbeträge.

"Neue Portfoliogesellschaften": die zusätzlichen Portfoliogesellschaften in welche die Investmentgesellschaft investieren wird, finanziert durch (i) durch vereinnahmte Dividenden oder andere Auszahlungen bestehender Portfoliogesellschaften; (ii) Erlöse aus Teil- oder Gesamtveräußerungen bestehender Portfolio Gesellschaften; (iii) Erlöse aus anderen kurzfristigen Investitionen (z.B. Geldmarktanlagen); (iv) andere Finanzmittel, die der Investmentgesellschaft dann zur freien Verfügung stehen; und (v) Kapitalerhöhungen die nach dem Letzten Closing Datum durchgeführt werden, falls zutreffend.

"Abstimmung über eine Verschuldensunabhängige Auflösung": hat die diesem Begriff in Artikel 31 zugewiesene Bedeutung.

"Anzeigen": hat die diesem Begriff im "Offering Memorandum" zugewiesene Bedeutung.

"Obermark": je nach Zusammenhang, entweder kollektiv die Geschäftsführende Komplementärin, die Investmentgesellschaft und Obermark Value, oder jede dieser Gesellschaften einzeln.

"Obermark Gruppe": die Investmentgesellschaft, die Geschäftsführende Komplementärin, Obermark Value, der Berater und alle mittelbaren und unmittelbaren Tochtergesellschaften (sowie jede Gesellschaft, die mitverantwortlich für das Management, die Abwicklung und die Kontrolle der Geschäftstätigkeit der Unternehmen der Obermark Gruppengesellschaften ist und welche einem "Principal" gehört oder von diesem kontrolliert wird, wobei Portfoliogesellschaften hiervon ausgenommen sind).

"Obermark Value": Obermark Value, eine Luxemburger Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), welche eine 100 %ige Tochtergesellschaft der Investmentgesellschaft ist.

"Offering Documents": die vorliegende Satzung und das "Offering Memorandum" bezüglich des Angebotes von Aktien.

"Offering Memorandum": das "offering memorandum" bezüglich der Investmentgesellschaft, einschließlich jeder Ergänzung dazu, in seiner von Zeit zu Zeit korrigierten oder neu formulierten Form.

"Paralleles Investitionsvehikel": jedes parallele Investitionsvehikel, welches von der Geschäftsführenden Komplementärin zur Befriedigung steuerlicher, aufsichtsrechtlicher oder sonstiger Anforderungen potentieller Investoren gegründet wird; jedes solche Parallele Investitionsvehikel wird so strukturiert und unterliegt dem Recht, wie bzw. welches die Geschäftsführende Komplementärin für angemessen erachtet, und investiert für gewöhnlich parallel zur Investmentgesellschaft und mit den im Wesentlichen gleichen Pflichten und Bedingungen, vorbehaltlich der oben genannten steuerlichen, aufsichtsrechtlichen oder sonstigen Anforderungen.

"Performance Allocation Rules": die Regelungen, nach welchen die Zuteilung von Gewinnen und Kapitalzuwachs zwischen den Inhabern von Aktien und dem (den) Inhaber(n) der Vorzugsaktie(n) bezogen auf einen Referenzstichtag festgestellt werden, einschließlich des "Hurdle"-Tests und der Regelungen über die Feststellung der tatsächlich zu zahlenden "Performance Participation".

"Performance Participation": bezogen auf einen Referenzstichtag, die Teilnahme an den Gewinnen und am Kapitalzuwachs der Investmentgesellschaft, welche gemäß den "Performance Allocation Rules" dem (den) Inhaber(n) der Vorzugsaktie(n) zugewiesen und tatsächlich ausgezahlt wird.

"Performance Participation Shares": hat die diesem Begriff im "Offering Memorandum" zugewiesene Bedeutung.

"Portfoliogesellschaften": die Ersten Portfoliogesellschaften gemeinsam mit den Neuen Portfoliogesellschaften.

"Principals": hat die diesem Begriff im "Offering Memorandum" zugewiesene Bedeutung.

"Rücknahmezeitraum" und "Rücknahmegesuch": haben die diesen Begriffen im "Offering Memorandum" zugewiesenen Bedeutungen.

"Referenzstichtag": hat die diesem Begriff im "Offering Memorandum" zugewiesene Bedeutung.

"Aktienregister": hat die diesem Begriff in Artikel 12 zugewiesene Bedeutung.

"Registrierungs-, Übertragungs- und Zahlstelle": die Registrierungs-, Übertragungs- und Zahlstelle, die auf Grundlage eines Vertrags als Registrierungs-, Übertragungs- und Zahlstelle der Investmentgesellschaft bestellt wird, oder jeder Nachfolger ebendieser.

"Aktionär": ein im Aktienregister aufgeführter Inhaber von Aktien.

"Aktien": die von der Investmentgesellschaft ausgegebenen, nennwertlosen Stammaktien.

"SICAR": société d'investissement en capital à risque (Gesellschaft, welche Risikokapital investiert).

"SICAR Gesetz": das Luxemburger Gesetz vom 15. Juni 2004 bezüglich Gesellschaften, welche Risikokapital investieren, in seiner jeweils gültigen Form.

"Nachfolgende Kapitalerhöhung": hat die diesem Begriff in Artikel 9 zugewiesene Bedeutung.

"Nachfolgende Closings": Closings, welche nach dem Ersten Closing im Ermessen der Geschäftsführenden Komplementärin, jedoch in keinem Fall später als am Letzten Closing Datum, stattfinden.

"Nachfolgendes Closing Datum ": das Datum des jeweils relevanten Nachfolgenden Closing.

"Übertragung", "Empfänger" und "Übertragende Partei": haben die diesen Begriffen in Artikel 14 zugewiesenen Bedeutungen.

"Ungeprüfter NAV": der ungeprüfte "fair value" (juste valeur) der Investmentgesellschaft.

"Nicht Abgerufene Kapitaleinlageverpflichtungen": die Kapitaleinlageverpflichtungen, welcher von der Investmentgesellschaft bei den Aktionären abgerufen werden dürfen.

"Auflösungsmandat": hat die diesem Begriff in Artikel 32 zugeordnete Bedeutung.

"VAG": das deutsche Versicherungsaufsichtsgesetz.

"Bewertungsstichtag". hat die diesem Begriff in Artikel 15 zugewiesene Bedeutung.

"Qualifizierter Investor": ein qualifizierter Anleger im Sinne von Artikel 2 des SICAR Gesetzes.

Verweise auf Artikel sind als Verweise auf Artikel der vorliegenden Satzung zu verstehen.

Ein Begriff welcher ein Geschlecht beinhaltet, beinhaltet alle Geschlechter.

Ein Verweis auf eine Person beinhaltet auch Körperschaften, Gesellschaften und nicht gegründete Vereinigungen.

Der Singular umfaßt auch den Plural und umgekehrt.

Überschriften der Artikel dienen nur der besseren Verständlichkeit und haben keinen Einfluß auf die Bedeutung ihres Inhalts.

Verweise auf eine oder nur einen Teil einer Gesetzesbestimmung oder eine gesetzlich festgelegte Maßnahme umfassen auch die Korrektur, Abänderung oder die neu erlassene Form, wie sie von Zeit zu Zeit erlassen werden bzw. gelten und Verweise auf eine Gesetzesbestimmung umfassen auch darin begründete gesetzlich festgelegte Maßnahmen oder Vorschriften.

Jeder Verweis auf die Investmentgesellschaft, die Geschäftsführende Komplementärin, die Depotbank, die Registrierungs-, Übertragungs- und Zahlstelle beinhaltet auch einen Verweis auf deren rechtmäßig bevollmächtigte Erfüllungsgehilfen oder Vertreter.

#### *Übergangsbestimmungen*

Ausnahmsweise beginnt das erste Geschäftsjahr mit dem Datum der vorliegenden Satzung und endet am 31. März 2010 und die erste Jahreshauptversammlung findet am 6. Juli 2010 statt.

#### *Zeichnung und Zahlung*

Die Aktien der Investmentgesellschaft wurden wie folgt gezeichnet:

- 1- Obermark, vorgeannt: eine (1) Managementaktie
- 2- Dr. Peter Sewing, vorgeannt: fünfzehntausendfünfhundert (15,500) Aktien
- 3- Herr Hagen Schulte, vorgeannt: fünfzehntausendvierhundertneunundneunzig (15,499) Aktien
- 4- Rigi Pilatus Limited, vorgeannt: eine (1) Vorzugsaktie

Insgesamt: (1) Managementaktie, dreißigtausendneunhundertneunundneunzig (30.999) Aktien und eine (1) Vorzugsaktie.

Die Aktien und die Managementaktie sind voll und in Bar einbezahlt worden, so daß ein Betrag in Höhe von einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000) nun zur freien Verfügung der Investmentgesellschaft steht, und was gegenüber dem unterzeichnenden Notar belegt wurde. Vorzugsaktien sind nicht Bestandteil des Gesellschaftskapitals.

#### *Voraussichtliche Gründungskosten*

Die erschienenen Parteien erklären, daß die von der Gesellschaft im Rahmen ihrer Gründung zu tragenden Ausgaben, Kosten, Gebühren oder Auslagen ungefähr zweitausendfünfhundert Euro (EUR 2.500) betragen.

#### *Hauptversammlung der Aktionäre*

Die erschienenen Parteien, die das gesamte gezeichnete Kapital vertreten und sich als ordnungsgemäß einberufen betrachten, gingen unmittelbar dazu über, eine Hauptversammlung der Investmentgesellschaft abzuhalten.

Nachdem sie zunächst bestätigt haben, daß die Investmentgesellschaft ordnungsgemäß gegründet wurde, haben sie folgende einstimmige Beschlüsse gefaßt:

- 1) Obermark, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit Sitz in 6, rue Dicks, L-1417 Luxemburg wird auf unbestimmte Zeit zur geschäftsführenden Komplementärin der Investmentgesellschaft ernannt.
- 2) Die Anschrift des Sitzes der Investmentgesellschaft lautet 2, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxemburg.

Der unterzeichnende Notar, welcher die englische Sprache spricht und versteht, erklärt hiermit, daß die vorliegende Urkunde auf Wunsch der erschienenen Parteien in der englischen Sprache, gefolgt von einer deutschen Übersetzung, verfaßt ist. Auf Wunsch derselben erschienenen Parteien und im Falle einer Abweichung zwischen der englischen und der deutschen Version, wird die englische Fassung maßgeblich sein.

Dem Vorgenannten entsprechend wurde die vorliegende Urkunde in Luxemburg am zu Beginn dieses Dokumentes genannten Tag erstellt.

Nachdem die Urkunde dem erschienenen, dem Notar mit Vor- und Nachnamen, Wohnanschrift und Personenstand bekannten, Bevollmächtigten vorgelesen wurde, wurde die vorliegende Urkunde von dem bereits genannten Bevollmächtigten gemeinsam mit dem unterzeichnenden Notar unterschrieben.

Signé: C. Steinmetz et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg AC, le 14 janvier 2009. LAC/2009/1292. - Reçu soixante-quinze euros Eur 75,-.

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 janvier 2009.

M. Schaeffer.

Référence de publication: 2009010745/5770/1371.

(090014837) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2009.

**FRANKFURT-TRUST Invest Luxembourg AG, Société Anonyme.**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 29.891.

Das Verwaltungsreglement des Global Multi Invest (Société d'Investissement à Capital Variable, SICAV) wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 27.01.2009.

FRANKFURT-TRUST Invest Luxembourg AG

Unterschriften

Référence de publication: 2009011271/2393/15.

Enregistré à Luxembourg, le 22 janvier 2009, réf. LSO-DA07372. - Reçu 44,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090015098) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2009.

**Obermark, Société à responsabilité limitée,  
(anc. Obermark S.à r.l.).**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1417 Luxembourg, 6, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 134.998.

In the year two thousand and nine, on the ninth of January.

Before Us Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

1) Dr. Peter Sewing, born on March 27, 1962, in Koblenz, Germany, with professional address at Obermark GmbH, Beethovenstrasse 12-16, 60325 Frankfurt am Main, Germany;

2) Mr. Hagen Schulte, born on March 2, 1970, in Telgte, Germany, with personal address at Lüssiweg 37, 6300 Zug, Switzerland; and

3) Ms. Dagmar Hesse-Kreindler, born on March 23, 1959 in Bad Reichenhall, Germany, with personal address at Eyseneckstr. 11, 60322 Frankfurt am Main, Germany.

All three together referred to hereafter as the "Shareholders" of Obermark S. à r.l. (the "Company"), here duly represented by Me Christian Steinmetz, with professional address in Luxembourg, by virtue of proxies.

Such proxies, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed for the purpose of registration.

The Shareholders, represented as stated here above, have requested the undersigned notary to record the following:

I. the Company's share capital is presently set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) divided into one hundred thousand (100,000) shares in registered form with a par value of twelve and a half Eurocent (EUR 0.125) each, all of which are held by the Shareholders; and

II. the Shareholders have taken the following resolutions:

*First resolution*

The Shareholders resolve to change the name of the Company from "Obermark S. à r.l." into "Obermark".

*Second resolution*

As a consequence of the above resolution, the Shareholders resolve to amend article 1 of the Company's articles of association, so that it shall henceforth read as follows:

" **Art. 1** . There is hereby established by the subscribers and all those who may become owners of the shares hereafter issued, a company in the form of a société à responsabilité limitée, under the name "Obermark" (the Company), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated 10 August 1915, on commercial companies, as amended (the Law), as well as by the present Articles."

*Statement*

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing parties represented as stated above, the present deed is worded in English, followed by a German translation. In case of discrepancies between the English version and the German version, the English version will prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of the deed. In witness whereof, the undersigned notary has set her hand and seal on the day and year first mentioned here above. The document having been read to the proxyholder, he signed together with the notary the present original deed.

**Es folgt die deutsche Übersetzung des vorstehenden Textes:**

Im Jahr zweitausendneun, am neunten Januar.

Vor Uns Notar Martine SCHAEFFER, mit Amtswohnsitz in Luxemburg.

SIND ERSCHIENEN :

1) Dr. Peter Sewing, geboren am 27. März 1962 in Koblenz, Deutschland, beruflich wohnhaft in Obermark GmbH, Beethovenstrasse 12-16, 60325 Frankfurt am Main, Deutschland;

2) Herr Hagen Schulte, geboren 2. März 1970 in Telgte, Deutschland, wohnhaft in Lüsweg 37, 6300 Zug, Schweiz; und

3) Frau Dagmar Hesse-Kreindler, geboren am 23. März 1959 in Bad Reichenhall, Deutschland, wohnhaft in Eyseneckstr. 11, 60322 Frankfurt am Main, Deutschland.

Alle drei hier nachstehend als die "Gesellschafter" bezeichnet, hier vertreten durch Me Christian Steinmetz, Anwalt, beruflich wohnhaft in Luxemburg, aufgrund von Vollmachten.

Vorgenannte Vollmachten, nachdem sie vom Bevollmächtigten und dem Notar "ne varietur" unterzeichnet wurden, werden gegenwärtiger Urkunde zwecks Registrierung beigefügt bleiben.

Die Gesellschafter der Obermark S. à r.l. (die "Gesellschaft"), handelnd in vorerwähnten Eigenschaften, ersuchen den unterzeichneten Notar, Folgendes festzuhalten:

I. das Kapital der Gesellschaft ist momentan auf zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500.-) festgesetzt, eingeteilt in einhunderttausend (100.000) Namens-Geschäftsanteile mit einem Nominalwert von je zwölf einhalb Eurocent (EUR 0,125), welche alle von den Gesellschaftern gehalten werden; und

III. die Gesellschafter haben folgende Beschlüsse gefasst:

*Erster Beschluss*

Die Gesellschafter beschließen den Namen der Gesellschaft von "Obermark S.à r.l." in "Obermark" umzuändern.

*Zweiter Beschluss*

Als Konsequenz des ersten Beschlusses beschließen die Gesellschafter Artikel 1 der Satzung der Gesellschaft abzuändern, der künftig wie folgt lauten soll:

" **Art. 1.** Von den Gründern und allen zukünftigen Gesellschaftern wird hiermit eine Gesellschaft in der Rechtsform einer société à responsabilité limitée unter der Firma "Obermark" (die Gesellschaft) errichtet, die luxemburgischem Recht unterliegt, insbesondere dem luxemburgischen Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften in der derzeit geltenden Fassung (das Gesetz), sowie der vorliegenden Satzung."

*Erklärung*

Der unterzeichnende Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde auf Ersuchen der vorstehend bezeichneten Erschienenen in englischer Sprache abgefasst ist, gefolgt von einer deutschen Version, und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, die englische Version maßgeblich ist.

WORÜBER die vorliegende Urkunde errichtet wurde in Luxemburg, am zu Beginn dieses Dokuments bezeichneten Tag.

Zu Urkunde dessen hat der unterzeichnende Notar dies am Tag und im Jahr wie vorstehend zuerst angegeben, unterzeichnet und sein Siegel aufgebracht.

Nachdem das Dokument dem Bevollmächtigten vorgelesen wurde, hat er die vorliegende Urkunde gemeinsam mit dem Notar unterzeichnet.

Signé: C. Steinmetz et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 14 janvier 2009. LAC/2009/1291. - Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 janvier 2009.

M. Schaeffer.

Référence de publication: 2009012162/5770/89.

(090012394) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2009.

**Global Funds Management S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.  
R.C.S. Luxembourg B 37.359.

EXTRAIT

Il résulte des minutes de l'assemblée générale des actionnaires de la société qui s'est tenue en date du 13 mai 2008 que Monsieur Jacques Elvinger et que Monsieur Tomoari Matsuhashi ont été réélus en tant qu'administrateurs de la Société pour une période expirant à la prochaine assemblée générale qui se tiendra en 2009.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 janvier 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009013496/260/15.

Enregistré à Luxembourg, le 22 janvier 2009, réf. LSO-DA07585. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090016615) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2009.

---

**Compagnie Financière et Foncière S.A., Société Anonyme (en liquidation).**

Siège social: L-1946 Luxembourg, 26, rue Louvigny.  
R.C.S. Luxembourg B 72.189.

*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 29 janvier 2009*

1. La liquidation de la société COMPAGNIE FINANCIERE ET FONCIERE S.A. est clôturée.
2. Les livres et documents sociaux sont déposés à l'adresse, 412 F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, et y seront conservés pendant cinq ans au moins.

Pour extrait sincère et conforme

FIN-CONTRÔLE S.A.

*Le Liquidateur*

Référence de publication: 2009014203/795/16.

Enregistré à Luxembourg, le 29 janvier 2009, réf. LSO-DA10740. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090018398) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2009.

---

**Key Participations S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1226 Luxembourg, 20, rue J.-P. Beicht.  
R.C.S. Luxembourg B 84.845.

Le Bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LUXEMBOURG, le 15/01/ 09.

Signatures.

Référence de publication: 2009009893/1921/12.

Enregistré à Luxembourg, le 2 janvier 2009, réf. LSO-DA00216. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090007617) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2009.

---

**Topeinture S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3926 Mondercange, 2, Grand-rue.  
R.C.S. Luxembourg B 106.076.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 janvier 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009009895/8302/12.

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2008, réf. LSO-CX07337. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090007821) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2009.

---

**Poudrerie de Luxembourg, Société Anonyme.****Capital social: EUR 3.900.000,00.**Siège social: L-1899 Kockelscheuer,  
R.C.S. Luxembourg B 5.955.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 janvier 2008.

*Pour la société*

Signatures

Référence de publication: 2009009890/1354/15.

Enregistré à Luxembourg, le 23 décembre 2008, réf. LSO-CX09688. - Reçu 24,0 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(090007496) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2009.

**Luxbat, Société Anonyme.****Capital social: EUR 1.500.000,00.**Siège social: L-1899 Kockelscheuer, rue de la Poudrerie.  
R.C.S. Luxembourg B 70.294.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 janvier 2009.

*Pour la société*

Signatures

Référence de publication: 2009009891/2512/15.

Enregistré à Luxembourg, le 22 décembre 2008, réf. LSO-CX08943. - Reçu 18,0 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(090007492) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2009.

**Wedi S.A., Société Anonyme.**Siège social: L-1226 Luxembourg, 20, rue J.-P. Beicht.  
R.C.S. Luxembourg B 82.149.

Le Bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
LUXEMBOURG, le 15/01/ 09.

Signatures.

Référence de publication: 2009009892/1921/12.

Enregistré à Luxembourg, le 2 janvier 2009, réf. LSO-DA00217. - Reçu 22,0 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(090007619) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2009.

**CMSA S.A., Société Anonyme.**Siège social: L-8210 Mamer, 96, route d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 115.866.

Le Bilan au 31/12/2007 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009009894/1611/12.

Enregistré à Luxembourg, le 23 décembre 2008, réf. LSO-CX09870. - Reçu 24,0 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(090007596) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2009.

**I.B.R. S.à r.l., International Business Relation, société à responsabilité limitée, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon 1er.  
R.C.S. Luxembourg B 28.137.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*  
Julio ARNIELLA

Référence de publication: 2009010052/1559/15.

Enregistré à Luxembourg, le 12 janvier 2009, réf. LSO-DA03185. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090008227) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

---

**Clybouw et associés, Audit de banques et d'entreprises S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 128, route d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 77.234.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*  
André Clybouw  
Gérant-Associé

Référence de publication: 2009010053/1559/14.

Enregistré à Luxembourg, le 12 janvier 2009, réf. LSO-DA03171. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090008231) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

---

**ID et Pains S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4440 Soleuvre, 125, rue d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 87.632.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*  
Signature

Référence de publication: 2009010054/1559/13.

Enregistré à Luxembourg, le 12 janvier 2009, réf. LSO-DA03190. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090008234) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

---

**Amodo, Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 22-24, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 92.577.

Le Bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009010048/4175/12.

Enregistré à Luxembourg, le 15 janvier 2009, réf. LSO-DA04930. - Reçu 38,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090008281) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

---

**Berlage Finance, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 22-24, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 111.873.

Le Bilan au 30 Décembre 2008 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009010049/4175/12.

Enregistré à Luxembourg, le 15 janvier 2009, réf. LSO-DA04946. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090008285) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

---

**Xtra Pub Sa, Société Anonyme.**

Siège social: L-8031 Strassen, 25, rue de la Libération.  
R.C.S. Luxembourg B 105.623.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de Commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

XTRA PUB S.A.

Signature

Administrateur

Référence de publication: 2009010050/1559/14.

Enregistré à Luxembourg, le 12 janvier 2009, réf. LSO-DA03174. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090008223) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

---

**THREON Luxembourg Sarl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 10A, Zone d'Activités Bourmicht.  
R.C.S. Luxembourg B 89.064.

Le bilan au 30 juin 2008 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Peter STEVENS

Référence de publication: 2009010051/1559/13.

Enregistré à Luxembourg, le 12 janvier 2009, réf. LSO-DA03179. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090008226) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

---

**Unlimited Company S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4993 Sanem, 7, Cité Schmiedenacht.  
R.C.S. Luxembourg B 80.648.

Les comptes annuels au 31/12/2007 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 janvier 2009.

Pour UNLIMITED COMPANY S.A.

FIDUCIAIRE CENTRALE DU LUXEMBOURG S.A.

Signature

Référence de publication: 2009010145/503/15.

Enregistré à Luxembourg, le 8 janvier 2009, réf. LSO-DA02280. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090008425) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

---

**Karmi Invest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.  
R.C.S. Luxembourg B 101.127.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 janvier 2009.

Paul FRIEDERS

*Notaire*

Référence de publication: 2009010141/212/12.

(090008064) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

---

**it conCept S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8009 Strassen, 113, route d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 122.652.

Les comptes annuels au 31/12/2007 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 janvier 2009.

*Pour IT CONCEPT S.A R.L*

FIDUCIAIRE CENTRALE DU LUXEMBOURG S.A.

*Signature*

Référence de publication: 2009010143/503/15.

Enregistré à Luxembourg, le 8 janvier 2009, réf. LSO-DA02293. - Reçu 16,0 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(090008429) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

---

**GS Lux Debt Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée,  
(anc. GSCP VI Lux Holdings S.à r.l.).**

Siège social: L-1661 Luxembourg, 9-11, Grand-rue.  
R.C.S. Luxembourg B 131.021.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 janvier 2009.

Paul FRIEDERS

*Notaire*

Référence de publication: 2009010130/212/13.

(090008712) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

---

**Immo Coplaning S.à r.l., Société à responsabilité limitée,  
(anc. Coplaning S.à r.l.).**

Siège social: L-6131 Junglinster, 1, rue Nicolas Glesener.  
R.C.S. Luxembourg B 76.367.

Statuts coordonnés déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 janvier 2009.

*Pour la société*

Paul DECKER

*Le notaire*

Référence de publication: 2009010124/206/14.

(090008536) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

---

**LWV, Lux-Werbevertrieb S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-6947 Niederanven, 7, Z. I. Bombicht.

R.C.S. Luxembourg B 92.394.

Statuts coordonnés déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 janvier 2009.

*Pour la société*

Paul DECKER

*Le notaire*

Référence de publication: 2009010128/206/13.

(090008672) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

**JS I.P. Holding Co., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 47, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 117.924.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 janvier 2009.

Gérard LECUIT

*Notaire*

Référence de publication: 2009010129/220/12.

(090008703) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

**Silverburn Real Estate S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8282 Kehlen, 12, rue de Keispelt.

R.C.S. Luxembourg B 67.449.

Statuts coordonnés déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 13 janvier 2009.

Pour copie conforme

*Pour la société*

Maître Jean SECKLER

*Notaire*

Référence de publication: 2009010123/231/14.

(090008519) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

**novaTec s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5441 Remerschen, 26, rue de Mondorf.

R.C.S. Luxembourg B 58.167.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14.01.2009.

Fiduciaire Becker, Gales &amp; Brunetti S.A.

Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2009010158/7810/15.

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2008, réf. LSO-CX07236. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090008392) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

**Luxnews S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5429 Stadtbredimus, Im Dieffert.  
R.C.S. Luxembourg B 15.771.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme  
Pour LUXNEWS SARL  
Tilly KLEIN

Référence de publication: 2009010065/597/14.

Enregistré à Luxembourg, le 24 décembre 2008, réf. LSO-CX10213. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090008028) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

---

**COMELEC, Compagnie de Conception et d'Electricité Générale SARL, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5751 Frisange, 28, rue Robert Schuman.  
R.C.S. Luxembourg B 80.864.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme  
Pour COMELEC, COMPAGNIE DE CONCEPTION ET D'ELECTRICITE GENERALE SARL  
Tilly KLEIN

Référence de publication: 2009010067/597/14.

Enregistré à Luxembourg, le 24 décembre 2008, réf. LSO-CX10215. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090008031) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

---

**Europartex S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3394 Roeser, 59, Grand-rue.  
R.C.S. Luxembourg B 69.635.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme  
Pour EUROPARTEX S.A.  
Tilly KLEIN

Référence de publication: 2009010068/597/14.

Enregistré à Luxembourg, le 24 décembre 2008, réf. LSO-CX10217. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090008034) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

---

**Europartners Ventures S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1510 Luxembourg, 38, avenue de la Faïencerie.  
R.C.S. Luxembourg B 119.274.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 14/01/2009.

Signature.

Référence de publication: 2009010073/5878/12.

Enregistré à Luxembourg, le 12 janvier 2009, réf. LSO-DA03610. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090008053) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

---

**Magasin et Entreprise Poullig Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4602 Niedercorn, 219, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 59.020.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Pour *MAGASIN ET ENTREPRISE POUILLIG SARL*

Signature

Référence de publication: 2009010069/597/14.

Enregistré à Luxembourg, le 13 janvier 2009, réf. LSO-DA03661. - Reçu 18,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(090008037) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

**Drack Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8356 Garnich, 19, rue des Champs.

R.C.S. Luxembourg B 79.182.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 janvier 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009010074/3451/13.

Enregistré à Luxembourg, le 14 janvier 2009, réf. LSO-DA04470. - Reçu 18,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(090008809) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

**Linedata Services Luxembourg SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-2546 Luxembourg, 10, rue C.M. Spoo.

R.C.S. Luxembourg B 52.843.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 janvier 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009010075/780/12.

Enregistré à Luxembourg, le 12 janvier 2009, réf. LSO-DA03245. - Reçu 26,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(090008673) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

**Supermarket DPS Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8832 Rombach-Martelange, 2, rue des Tilleuls.

R.C.S. Luxembourg B 94.143.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Pour *SUPERMARKET DPS SARL*

Emmanuel KARP / Tilly KLEIN

Référence de publication: 2009010072/597/14.

Enregistré à Luxembourg, le 13 janvier 2009, réf. LSO-DA03656. - Reçu 18,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(090008043) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.